



# BOLETIM OFICIAL

---

---

## ÍNDICE

### CONSELHO DE MINISTROS

#### Decreto n° 2/2019:

Aprova o Acordo de empréstimo celebrado entre República de Cabo Verde e o Banco Africano de Desenvolvimento, relativo ao financiamento dos projetos de extensão e modernização do Porto Inglês, na ilha do Maio, e do Porto da Palmeira, na ilha do Sal.....430

## CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n<sup>o</sup> 2/2019

de 7 de março

Considerando a importância e o impacto que a materialização dos projetos de extensão e modernização do Porto Inglês, na ilha do Maio, e do Porto da Palmeira, na ilha do Sal, tem para a economia e desenvolvimento de Cabo Verde.

Atendendo que a 11 de dezembro de 2018 foi celebrado, entre a República de Cabo Verde e o Banco Africano de Desenvolvimento (BAD), o acordo de financiamento dos projetos acima referidos, no montante de 17.870.000 EUR (dezasete milhões e oitocentos e setenta mil euros);

Assim, nos termos do disposto no n.º 1 do artigo 46.º da Lei n.º 44/IX/2018, de 31 de dezembro, que aprova o Orçamento do Estado para o ano económico de 2019; e

No uso da faculdade conferida pela alínea d) do n.º 2 do artigo 204.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º

## Aprovação

É aprovado o Acordo de empréstimo celebrado entre República de Cabo Verde e o Banco Africano de Desenvolvimento (BAD), relativo ao financiamento dos projetos de extensão e modernização do Porto Inglês, na ilha do Maio, e do Porto da Palmeira, na ilha do Sal, assinado em dezembro de 2018, cujos textos em línguas portuguesa e francesa se publicam em anexo ao presente diploma, do qual fazem parte integrante.

Artigo 2.º

## Entrada em vigor

O presente diploma entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação e o Acordo referido no artigo anterior e os seus respetivos anexos, dele partes integrantes, produzem efeitos em conformidade com o que neles se estipula.

Aprovado no Conselho de Ministros do dia 7 de março de 2019. — José Ulisses de Pina Correia e Silva — Olavo Avelino Garcia Correia — Luís Felipe Lopes Tavares

## ACCORD DE PRET

## ENTRE

LA REPUBLIQUE DE CABO VERDE

## ET

LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

PROJET D'EXTENSION ET DE  
MODERNISATION DES PORTS INGLÊS DE  
MAIO ET DE PALMEIRA DE SAL

## ACCORD DE PRET

PROJET D'EXTENSION ET DE  
MODERNISATION DES PORTS INGLÊS DE  
MAIO ET DE PALMEIRA DE SAL

N<sup>o</sup>. DU PROJET : P-CV-DD0-005N<sup>o</sup>. DU PRET : 2000200003403

Le présent ACCORD DE PRET (l'« Accord ») est conclu le 11 de Décembre 2018, entre la REPUBLIQUE DE CABO VERDE (l'« Emprunteur ») et la BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (la « Banque »).

## ATTENDU QUE :

(A) L'Emprunteur a demandé à la Banque de lui accorder un prêt sur ses ressources afin de contribuer au financement du projet d'extension et de modernisation des ports Inglês de Maio et de Palmeira de Sal (le « Projet »), tel que décrit plus amplement à l'Annexe I du présent Accord ;

(B) Le Ministère des Infrastructures, de l'Aménagement du Territoire et de l'Habitat de l'Emprunteur sera l'Agence d'exécution du Projet ;

(C) L'Emprunteur déclare son engagement à la réalisation du Projet ; et

(D) La Banque a accepté sur la base, notamment, de ce qui précède d'accorder à l'Emprunteur un prêt à concurrence du montant spécifié à la Section 2.01 (le Prêt) du présent Accord, conformément aux clauses et conditions stipulées ou mentionnées par référence ci-après.

EN FOI DE QUOI, les parties au présent Accord ont convenu et arrêté ce qui suit :

## CONDITIONS GENERALES, DIRECTIVES DE CONVERSION, DEFINITIONS

Section 1.01. **Conditions générales et Directives de conversion.** Les Conditions générales applicables aux accords de prêt et aux accords de garantie de la Banque africaine de développement (entités souveraines) de Février 2009, telles qu'amendées de temps en temps (ci-après dénommées les « Conditions générales ») et les Directives de conversion telles que définies dans les présentes font partie intégrante du présent Accord.

Section 1.02. **Contradiction.** Dans le cas de contradiction ou d'incohérence entre l'une des dispositions du présent Accord et les Conditions générales ou les Directives de conversion, les dispositions du présent Accord prévaudront.

Section 1.03. **Définitions.** A moins que le contexte s'y oppose, les termes commençant par une majuscule utilisés dans le présent Accord ont la signification qui leur est attribuée dans les Conditions générales ou à l'Annexe IV (Définitions) du présent Accord.

Section 1.04. **Annexes.** Les Annexes du présent Accord en font partie intégrante et ont le même effet que si elles étaient intégralement stipulées dans le corps du présent Accord.

Article II

## LE PRÊT

Section 2.01. **Le Prêt.** La Banque consent à l'Emprunteur, selon les termes et conditions énoncés ou mentionnés dans le présent Accord, un prêt d'un montant maximum de dix-sept millions huit cent soixante-dix mille Euros (17 870 000 EUR), qui pourra faire l'objet d'une Conversion de Monnaie conformément à l'Article IV du présent Accord et aux Directives de Conversion (le « Prêt »), pour contribuer au financement du Projet.

Section 2.02. **Commission d'ouverture.** L'Emprunteur paiera à la Banque une Commission d'Ouverture au taux de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) du montant du Prêt. La Commission d'ouverture est payable au plus tard soixante (60) jours calendaires à compter de la Date d'Entrée en Vigueur du Prêt ou lors du premier décaissement du Prêt, selon ce qui surviendrait en premier. L'Emprunteur paiera la Commission d'ouverture sur le montant total du Prêt nonobstant toute annulation totale ou partielle du Prêt survenant après la date d'Entrée en vigueur du Prêt.

Section 2.03. **Commission d'engagement.** L'Emprunteur paiera une Commission d'engagement au taux de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) par an sur le Solde non décaissé du Prêt, qui commencera à courir soixante (60) jours à compter de la Date de Signature.

La Commission d'engagement est payable à chaque Date de paiement, y compris durant le Différé d'amortissement. La Commission d'engagement cessera de courir lorsque le Prêt sera intégralement décaissé ou annulé.

#### Section 2.04 Intérêts.

- (a) Jusqu'à la première Conversion de Taux d'Intérêt, et sous réserve de la Section 2.05 (*Taux d'intérêt de substitution*) du présent Accord, l'intérêt payable par l'Emprunteur sur le Solde du Prêt décaissé pour chaque Période d'intérêt sera à un taux annuel égal au Taux de Base Flottant auquel s'ajoutent la Marge sur Prêt, la Marge sur Coût d'Emprunt et la Prime de Maturité le cas échéant, étant précisé toutefois que le taux d'intérêts ne pourra en aucun cas être inférieur à zéro pour cent (0%) par année. Les intérêts sont payables à chaque Date de paiement.
- (b) Suite à une Conversion de Taux d'Intérêt, l'intérêt payable par l'Emprunteur sur le Solde du Prêt décaissé pour chaque Période d'intérêt sera, sous réserve de la Section 2.05 (*Taux d'intérêt de substitution*) du présent Accord, à un taux annuel égal au Taux de Base Fixe auquel s'ajoutent la Marge sur Prêt, la Marge sur Coût d'Emprunt et la Prime de Maturité, le cas échéant, étant précisé toutefois que le taux d'intérêts ne pourra en aucun cas être inférieur à zéro pour cent (0%) par année. Les intérêts sont payables à chaque Date de paiement.
- (c) La Banque notifiera à l'Emprunteur le taux d'intérêt applicable pour chaque Période d'intérêt dès qu'elle aura déterminé ce taux.

Section 2.05. **Taux d'intérêt de substitution.** Si la Banque, pour quelque raison que ce soit, constate que le Taux de Base Flottant, ou, concernant les montants du Prêt auxquels est appliquée une Conversion de Taux d'Intérêt, le Taux de Base Fixe (s'agissant des montants pour lesquels un Taux de Base Fixe n'a pas été antérieurement déterminé) ne peut être déterminé ou calculé dans les conditions précisées à la Section 2.04 (*Intérêts*) de cet Accord, la Banque le notifiera sans délai à l'Emprunteur. La Banque et l'Emprunteur devront alors se concerter en vue de convenir d'un taux d'intérêt de substitution, conformément à la Section 3.03, paragraphes (b) et (c) des Conditions générales.

Section 2.06. **Calcul des intérêts.** Les intérêts et la Commission d'engagement sont calculés sur la base du nombre de jours effectivement écoulés (comprenant le premier jour mais excluant le dernier jour) pendant la période pour laquelle lesdits intérêts ou ladite Commission d'engagement est payable et (i) d'une année de trois cent-soixante (360) jours pour l'EUR, l'USD, et le JPY ; (ii) d'une année de trois cent soixante-cinq (365) jours pour le ZAR ; et (iii) s'agissant des monnaies autres que USD, EUR, JPY et ZAR, le nombre de jours calendaires selon l'usage du marché tel que déterminé par la Banque et notifié à l'Emprunteur.

Section 2.07. **Remboursement du principal.** Sans préjudice de la Section 7.01 (*Cas d'exigibilité anticipée*) des Conditions générales, l'Emprunteur remboursera le Solde du prêt décaissé sur une période de dix-sept (17) ans, après l'expiration du Différé d'amortissement, à raison de trente-quatre (34) versements semestriels égaux et consécutifs à chaque Date de paiement. Le premier versement sera effectué à la première Date de paiement qui suivra immédiatement l'expiration du Différé d'amortissement.

#### Section 2.08. Remboursement anticipé.

- (a) Conformément aux dispositions de la Section 3.06 (*Remboursement et remboursement anticipé*) des Conditions générales, l'Emprunteur a le droit de rembourser la totalité ou une partie du Solde du prêt décaissé avant son échéance, sans être tenu au paiement de frais de remboursement anticipé autres que les Coûts de Résiliation de Conversion, qui seront déterminés par la Banque et notifiés à l'Emprunteur.
- (b) Si l'une des sommes à rembourser au titre du Prêt a fait l'objet d'une Conversion, l'Emprunteur paiera, au moment du remboursement, les Coûts de Résiliation de Conversion et des frais de transaction pour la résiliation anticipée de la Conversion d'un montant ou à un taux tels que notifiés par la Banque et en vigueur au moment de la réception par la Banque de l'avis de remboursement anticipé.
- (c) À moins que l'Emprunteur ne le mentionne expressément dans son avis de remboursement anticipé, les sommes faisant l'objet de remboursement anticipé seront affectées au *pro rata* à toutes les échéances du Prêt qui restent à courir.
- (d) Tout remboursement anticipé partiel portant sur une somme à laquelle a été appliquée une Conversion doit être au moins égal au montant minimum pour les Conversions prévu dans les Directives de Conversion.
- (e) L'Emprunteur ne pourra pas réemprunter les montants qui ont fait l'objet d'un remboursement anticipé conformément au présent Accord.

Section 2.09. **Paiements partiels.** Si, à un quelconque moment, l'Emprunteur procède à un paiement à la Banque qui est inférieur à l'intégralité de toutes les sommes dues et payables à la Banque en vertu du présent Accord, ledit paiement sera, à moins que la Banque n'en décide autrement, affecté dans l'ordre indiqué ci-après : Commission d'ouverture, Commission d'engagement, Coût de Résiliation de Conversion et frais de transaction le cas échéant, intérêts et, en dernier, principal.

#### Section 2.10. Monnaie, lieu et mode de paiement.

- (a) Sous réserve des dispositions de la Section 4.04. (*Substitution temporaire de monnaies*) des Conditions générales, toute somme due à la Banque au titre du présent Accord sera payable dans la Monnaie du Prêt.
- (b) Tous les paiements dus à la Banque en vertu du présent Accord seront effectués sans faire l'objet d'aucune restriction, de prélèvement de taxe, de déduction liée aux frais de change, de frais de virement ni autres commissions de transfert ni aucune autre charge de quelque nature que ce soit.
- (c) Ces sommes seront versées sur le compte bancaire que la Banque indiquera à l'Emprunteur. L'Emprunteur sera libéré de son obligation de paiement de toute somme due à la Banque au titre du présent Accord lorsque la Banque aura effectivement reçu l'intégralité de la somme due dans la Monnaie du Prêt à la date d'exigibilité. Si la date d'exigibilité tombe un jour qui n'est pas un Jour Ouvrable, cette somme devra être payée de sorte qu'elle soit effectivement à la disposition de la Banque le Jour Ouvrable suivant et les intérêts et la Commission d'engagement continueront à courir dans l'intervalle.

Section 2.11. **Certificats et déterminations.** Toute certification ou détermination par la Banque d'un taux ou d'un montant en vertu du présent Accord constitue, en l'absence d'erreur manifeste, une preuve concluante des sujets auxquels elle se rapporte.



## Article III

## CONVERSION DE CERTAINS TERMES DU PRÊT

Section 3.01. **Conversion de manière générale.** L'Emprunteur peut, à tout moment, demander que les Conversions ci-après soient appliquées à une fraction quelconque du Prêt en vue de faciliter une gestion prudente de la dette : (i) Conversion de monnaie ; (ii) Conversion de taux d'intérêt ; (iii) Plafond de taux d'intérêt ; ou (iv) Tunnel de taux d'intérêt. Chacune desdites demandes est soumise par l'Emprunteur à la Banque conformément aux Directives de Conversion et, sur acceptation de la Banque, la conversion sollicitée sera considérée comme une Conversion aux fins du présent Accord et sera mise en œuvre conformément aux Directives de Conversion.

Section 3.02. **Frais de Conversion.** L'Emprunteur devra, sur réception d'une notification écrite, verser à la Banque :

- (a) les frais de transaction applicables pour la Conversion et pour chaque résiliation anticipée d'une Conversion, y compris toute résiliation anticipée en rapport avec le remboursement anticipé ou l'exigibilité anticipé du Prêt conformément aux dispositions de la Section 2.08(b) (*Remboursement anticipé*) du présent Accord et de la Section 7.01 (*Cas d'exigibilité anticipée*) des Conditions Générales ; et
- (b) des Coûts de Résiliation de Conversion, le cas échéant, pour chaque résiliation anticipée d'une Conversion, pour le montant, ou au taux, dans la monnaie et au lieu indiqués de temps à autre par la Banque conformément aux Directives de Conversion en vigueur à ces dates.

## Article IV

## ENTREE EN VIGUEUR ET DECAISSEMENT

Section 4.01. **Entrée en vigueur.** L'entrée en vigueur du présent Accord est subordonnée à la réalisation par l'Emprunteur des conditions prévues à la Section 12.01 (*Entrée en vigueur*) des Conditions générales.

Section 4.02. **Décaissement.** Les ressources du Prêt seront décaissées par la Banque à l'Emprunteur conformément aux dispositions : (a) de l'article V (*Décaissement du prêt*) des Conditions générales ; (b) du Manuel des décaissements ; (c) de la Lettre de décaissement ; (d) de l'Article IV (*Entrée en vigueur et décaissement*) du présent Accord ; et (e) toutes autres instructions additionnelles que la Banque notifiera à l'Emprunteur, en vue de financer les Dépenses éligibles telles que précisées à l'Annexe II (*Affectation du prêt*) du présent Accord.

Section 4.03. **Déduction de la Commission d'ouverture.**

- (a) Aucun décaissement du Prêt ne sera effectué tant que la Commission d'ouverture n'aura pas intégralement été payée à la Banque par l'Emprunteur.
- (b) L'Emprunteur peut, par notification écrite, demander à ce que la Commission d'ouverture soit déduite des ressources du Prêt et la Banque devra, sur réception d'une telle demande, déduire, au nom de l'Emprunteur, un montant équivalent à celui de la Commission d'ouverture du Prêt et se payer à elle-même ladite commission.

Section 4.04. **Monnaies de décaissement.** Sous réserve de la Section 4.04. (*Substitution temporaire de monnaies*) des Conditions générales, tous les décaissements du Prêt effectués par la Banque en faveur de l'Emprunteur seront libellés dans la Monnaie du Prêt, à moins qu'ils ne fassent l'objet d'une Conversion de Monnaie conformément aux dispositions de l'Article III (*Conversion de certains termes du Prêt*) du présent Accord et des Directives de Conversion.

Section 4.05. **Conditions préalables au premier décaissement.** Outre l'entrée en vigueur du présent Accord conformément à la Section 4.01 (*Entrée en vigueur*), l'obligation de la Banque de procéder au premier décaissement du Prêt est subordonnée à la satisfaction des conditions suivantes par l'Emprunteur :

- (a) Soumission des pièces justificatives de la mobilisation de la contrepartie financière de l'Emprunteur pour l'année 2019 ; et
- (b) Soumission des pièces justificatives du recrutement par ENAPOR d'au moins un ingénieur spécialisé en travaux portuaires ainsi qu'un environnementaliste dont les qualifications et les termes de référence auront été jugés acceptables par la Banque.

Section 4.06. **Date de clôture.** Aux fins de la Section 6.03 (*Annulation par la Banque*) des Conditions générales, la Date de clôture est fixée au 31 décembre 2023 ou à toute autre date ultérieure convenue par écrit entre l'Emprunteur et la Banque.

## Article V

## ENGAGEMENTS

Section 5.01. **L'Emprunteur s'engage à respecter les objectifs du Projet.** À cette fin, l'Emprunteur devra mettre en œuvre le Projet et faire en sorte que ses contractants et/ou ses agents mettent en œuvre le Projet conformément aux dispositions du présent Accord et de l'Article IX (*Exécution du projet - coopération et information*) des Conditions générales.

Section 5.02. **Dispositions institutionnelles.**

- (a) L'Emprunteur s'engage à maintenir, jusqu'à l'achèvement du Projet, l'Unité d'Exécution du Projet établie et mise en place par l'Arrêté n<sup>o</sup> 30/2018 du 24 juillet 2018 au sein de la Direction générale des infrastructures (DGI) de l'Agence d'exécution.
- (b) L'Emprunteur s'engage à soumettre, avant le 30 juin 2019, les pièces justificatives du recrutement au sein de l'Unité d'Exécution du Projet d'un consultant pour développer un Système de Gestion Environnemental et Social pour ENAPOR, dont les qualifications auront été jugées acceptables par la Banque.
- (c) L'Unité d'Exécution du Projet sera en charge d'assurer les tâches suivantes : (i) veiller au respect des engagements de l'Emprunteur au titre de cet Accord ; (ii) préparer les documents permettant à l'Agence d'Exécution de satisfaire les conditions préalables au premier décaissement des ressources du Prêt ; (iii) préparer les dossiers d'appel d'offres à soumettre à la non-objection de la Banque ; (iv) assurer le respect du calendrier d'exécution du Projet ; (v) préparer les Rapports de Projet et le rapport d'achèvement ; (vi) préparer les budgets de contrepartie et s'assurer de leur mise à disposition dans les délais prévus ; (vii) assurer la gestion financière du Projet (vérification des décomptes, transmission à la Banque des demandes de paiements directs et s'assurer du dépôt, dans les délais, des rapports d'audit comptable et financier du Projet) ; et (viii) assurer le suivi-évaluation du Projet.
- (d) L'Emprunteur s'engage à fournir à la Banque au plus tard le 31 décembre de chaque année, la preuve de la mobilisation de la contrepartie financière de l'Emprunteur pour l'année suivante.

Section 5.03. **Sauvegardes environnementales et sociales.** L'Emprunteur s'engage et s'assure que l'Agence d'exécution, chacun de ses contractants, sous-contractants et agents fassent de même à :

- (i) exécuter le Projet conformément au PGES, aux Politiques de sauvegardes de la Banque et à la législation nationale applicable d'une manière satisfaisante pour la Banque, sur le fond et la forme ;
- (ii) préparer et soumettre à la Banque, dans le cadre du Rapport de Projet mentionné à la section 7.01 (*Rapports de Projet*) du présent Accord, des rapports trimestriels de la mise en œuvre du PGES, y compris les lacunes identifiées et les mesures correctives prises à cet effet ;
- (iii) s'abstenir de toute action qui empêcherait ou entraverait la mise en œuvre du PGES, y compris toute modification, suspension, renonciation et/ou annulation de toute disposition y relative, totalement ou partiellement, sans l'accord préalable écrit de la Banque ; et
- (iv) collaborer entièrement avec la Banque dans le cas où la mise en œuvre du Projet ou tout changement dans son champ d'application entraîne, de façon imprévue, le déplacement et/ou la réinstallation de populations ; et s'engager à ne débiter de travaux dans la zone affectée par la mise en œuvre du Projet qu'à condition que toutes les personnes affectées par le Projet (PAP) soient indemnisées et/ou réinstallées conformément au plan de réinstallation (PR) préparé.

Section 5.04. **Autres engagements.** L'Emprunteur s'engage à :

- (a) procéder, au plus tard le 31 décembre 2020, pour l'île de Maio, à la délimitation des zones entre la pêche traditionnelle/artisanale et la pêche industrielle et d'impliquer les pêcheurs dans le système de surveillance des côtes et du respect de cette délimitation zonale ;
- (b) transmettre à la Banque, au plus tard le 31 août de chaque année, les rapports d'activités annuels de l'Entreprise Nationale d'Administration des Ports (ENAPOR) ; et
- (c) transmettre, avant le démarrage des travaux du Port Inglês de Maio, la copie du contrat signé avec l'ONG ou le Bureau d'Etudes relatif au suivi de la biodiversité.

Section 5.04. **Intégrité.** L'Emprunteur doit mettre le Projet en œuvre, et s'assurer que l'Agence d'exécution et chacun de ses contractants et/ou de ses agents mettent le Projet en œuvre conformément aux dispositions des Politiques anti-corruption.

#### Article VI

#### RECOURS ADDITIONNELS DE LA BANQUE

Section 6.01. **Autres causes de suspension.** Pour les besoins de la Section 6.02 (1) (i) (*Autres cas de suspension*) des Conditions générales, l'autre cause de suspension du Prêt est la suivante :

- (a) La survenance de tout autre événement qui, de l'avis de la Banque, interfère ou menace d'entraver la bonne exécution du Projet ou l'atteinte de ses objectifs.

Section 6.02. **Autres causes d'annulation.** Outre les causes mentionnées à la Section 6.03 (*Annulation par la Banque*) des Conditions générales, l'autre cause d'annulation du Prêt est la suivante :

- (a) L'événement mentionné à la Section 6.01 (*Autres causes de suspension*) du présent Accord est survenu et a perduré pour une durée de trente (30) jours suivant la notification par la Banque dudit événement à l'Emprunteur ou toute autre date ultérieure convenue par écrit entre l'Emprunteur et la Banque.

Section 6.03. **Autres causes d'exigibilité anticipée.** Outre les causes mentionnées à la Section 7.01 (*Cas d'exigibilité anticipée*) des Conditions générales, l'autre cause d'exigibilité anticipée du Prêt est la suivante :

- (a) L'événement mentionné à la Section 6.01 (*Autres causes de suspension*) du présent Accord est survenu et a perduré pour une durée de trente (30) jours suivant la notification par la Banque dudit événement à l'Emprunteur ou toute autre date ultérieure convenue par écrit entre l'Emprunteur et la Banque.

#### Article VII

#### ACQUISITIONS

Section 7.01. **Acquisitions.** Tous les travaux, biens et services de consultants nécessaires à la réalisation du Projet et devant être financés sur les ressources du Prêt, seront acquis conformément aux dispositions énoncées dans le Cadre de passation de marchés et au Plan de passation de marchés de l'Emprunteur tel que présenté à l'Annexe III (*Plan de passation de marchés*) du présent Accord et qui peut être modifié de temps en temps conformément à la Section 7.03 (*Plan de passation de marchés*) du présent Accord.

Section 7.02 **Définitions.** À moins que le contexte ne s'y oppose, les termes en majuscules utilisés dans la présente Section, y compris ceux décrivant des méthodes spécifiques d'acquisition ou d'examen par la Banque de certains contrats en particuliers, ont le sens qui leur est attribué dans le Cadre de passation de marchés.

Section 7.03 **Plan de passation de marchés.** Avant la Date de signature, l'Emprunteur soumettra à la Banque pour approbation, un Plan de passation de marchés qui soit satisfaisant sur le fond et la forme pour la Banque et qui couvre toute la durée d'exécution du Projet. L'Emprunteur devra mettre à jour le Plan de passation de marchés sur une base annuelle ou selon les besoins. Ces mises à jour couvriront, autant que possible, une période minimum de dix-huit (18) mois de mise en œuvre du Projet. Toute révision ou mise à jour du Plan de passation de marchés se fera par écrit et avec l'approbation préalable de la Banque. L'Emprunteur met en œuvre le Plan de passation de marchés tel que convenu avec la Banque.

Section 7.04. **Utilisation des Méthodes et procédures d'acquisition de la Banque (MPA).**

- (a) Eligibilité. Les ressources du Prêt doivent être utilisées exclusivement pour l'acquisition de travaux, biens et services produits sur, ou fournis par, les territoires des États-membres.
- (b) Méthodes. Chaque contrat relatif aux biens, travaux et services de consultants nécessaires pour le Projet sera passé conformément aux MPA de la Banque en utilisant les Documents de Sollicitation Standards et conformément aux méthodes décrites dans le Plan de passation de marchés.
- (c) Revue des processus de passations de marchés.
  - (i) Sauf décision contraire de la Banque notifiée à l'Emprunteur, chaque contrat relatif aux travaux et biens passé par appel d'offres ouvert et concurrentiel (international) sera sujet à une Revue *a priori* de la Banque.
  - (ii) Sauf pour ce qui est indiqué au paragraphe (i) ci-dessus, le Plan de passation de marchés devra indiquer quels contrats feront l'objet d'une Revue *a priori* par la Banque. Tous les autres contrats seront sujets à une Revue *a posteriori* par la Banque.



- (iii) Conformément à la Section 9.02 (c) (*Coopération et information*) des Conditions générales, la Banque peut, moyennant un préavis raisonnable donné à l’Emprunteur, mener des missions de supervision et des revues et audits indépendants des passations de marchés réalisées et financées par les ressources du Prêt.

#### Section 7.06. Actions anticipées en vue des acquisitions.

- (a) Sous réserve des dispositions du paragraphe (b) ci-dessous, la Banque peut autoriser des actions anticipées en vue des acquisitions suivantes : (i) les travaux portuaires ; (ii) le contrôle et la surveillance desdits travaux pour la composante A du Projet conformément aux MPA de la Banque, dans la période de six (6) mois précédant la Date de signature du présent Accord.
- (b) L’Emprunteur reconnaît et accepte que l’autorisation de la Banque de recourir aux acquisitions anticipées conformément au paragraphe (a) ci-dessus, ne constitue en aucun cas une offre ou un engagement de la part de la Banque de financer les contrats d’acquisitions anticipées dans lesquels s’est engagé l’Emprunteur.

#### Section 7.07. Rapports et conservation de documents.

- (a) L’Emprunteur devra conserver et archiver et faire conserver et archiver par l’Agence d’exécution toute information pertinente relative aux activités d’acquisitions du Projet et inclura cette information dans chaque Rapport de Projet à soumettre à la Banque sur une base trimestrielle conformément aux dispositions de la Section 8.01 (*Rapports de projet*) du présent Accord.
- (b) L’Emprunteur devra conserver et devra faire en sorte que l’Agence d’exécution conserve des copies de tous les contrats, factures, dossiers d’appel d’offres et rapports d’évaluation aux fins d’examen périodique et d’inspection par la Banque conformément à la section 9.09 (c) (*Compte, registres et audit*) des Conditions générales.

#### Article VIII

#### RAPPORTS DE PROJET

Section 8.01. **Rapports de Projet.** L’Emprunteur devra suivre l’état d’avancement du Projet et préparer les Rapports de projet conformément aux dispositions de la Section 9.09 (*Comptes, registres et audit*) des Conditions générales et sur la base d’indicateurs acceptables pour la Banque. Chaque Rapport de projet couvrira la période d’un (1) trimestre calendaire et devra être transmis à la Banque au plus tard quarante-cinq (45) jours après la fin de la période couverte par le rapport concerné.

Section 8.02. **Rapport d’achèvement.** L’Emprunteur prépare et transmet à la Banque un Rapport d’achèvement du Projet au plus tard six (6) mois après la fin du Projet, conformément à la Section 9.10 (*Rapport d’achèvement*) des Conditions générales.

#### Article IX

#### GESTION FINANCIERE

Section 9.01. **Contrôle interne.** L’Emprunteur devra tenir, ou faire tenir, des registres et adopter, ou faire adopter, des procédures appropriées conformément aux dispositions de la Section 9.09 (*Comptes, registres et audit*) des Conditions générales.

Section 9.02. **Rapports financiers intermédiaires.** Sans restriction des dispositions de l’Article IX (*Gestion financière*), l’Emprunteur établira et fournira à la Banque des rapports financiers trimestriels du Projet, satisfaisants pour la Banque sur le fond et sur la forme, au plus tard quarante-cinq (45) jours après la fin de chaque période couverte par le rapport concerné.

#### Section 9.03 Audit financier.

- (a) L’Emprunteur fera auditer et certifier les états financiers du Projet conformément à des termes de références acceptables pour la Banque par un auditeur indépendant recruté sur une base compétitive avec l’approbation de la Banque.
- (b) Chaque audit des états financiers couvrira une période d’une (1) année financière sauf (i) pour le premier audit qui couvrira une période n’excédant pas dix-huit (18) mois après la date du premier décaissement du Prêt, si ce premier décaissement survient pendant la deuxième moitié de l’exercice financier applicable ; et (ii) l’audit final qui peut couvrir une période n’excédant pas dix-huit (18) mois, si la Date de clôture survient lors de la première moitié de l’exercice financier.

Les états financiers audités complets pour l’exercice financier concerné ainsi que l’avis de l’auditeur sur lesdits états financiers accompagné de la lettre de la direction seront soumis

- (c) à la Banque au plus tard six (6) mois après la fin de l’exercice financier applicable. Les derniers états financiers à la fin du Projet seront soumis à la Banque au plus tard six (6) mois après la Date de clôture.
- (d) Les coûts de l’audit externe seront financés par les ressources du Prêt.

#### Article X

#### REPRESENTANTS AUTORISES - DATE - ADRESSES

Section 10.01. **Représentants autorisés.** Le Ministre en charge des Finances, ou toute autre personne que celui-ci désignera par écrit, sera le représentant autorisé de l’Emprunteur aux fins de l’Article XI (*Dispositions diverses*) des Conditions générales.

Section 10.02. **Date de l’Accord de prêt.** Le présent Accord sera considéré, en toutes circonstances, comme conclu à la date qui figure en première page.

Section 10.03. **Adresses.** Les adresses suivantes sont mentionnées aux fins de l’Article XI (*Dispositions diverses*) des Conditions générales.

#### REPUBLIQUE DE CABO VERDE

Attention : Ministre en charge des Finances

Pour la Banque :

#### REPUBLIQUE DE COTE D’IVOIRE

Attention : Jean-Noël ILBOUDO, RDGW.3

**EN FOI DE QUOI,** l’Emprunteur et la Banque, agissant par l’entremise de leurs représentants autorisés respectifs, ont signé le présent Accord en langue française, en deux (2) exemplaires originaux faisant également foi à la Date de signature figurant à la première phrase du présent Accord.

#### POUR LA REPUBLIQUE DE CABO VERDE

Vice-Premier Ministre, Ministre des Finances, *Olavo Avelino Garcia Correia*

#### POUR LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Directrice Generale, *Marie-Laure Akin-Olugbade*

BUREAU REGIONAL DE DEVELOPPEMENT ET DE PRESTATION DE SERVICES POUR L’AFRIQUE DE L’OUEST

Secrétaire General, *Vincent Nmehielle*

## ANNEXE I

## DESCRIPTION DU PROJET

Sur le plan stratégique, le projet a pour but de contribuer à l'objectif de croissance économique et au développement du secteur du tourisme du Cabo Verde.

Sur le plan spécifique, le projet permettra: (i) d'améliorer le niveau de service des ports d'Inglês à Maio et Palmeira à Sal; et (ii) d'améliorer les conditions de vie des populations dans la Zone d'Influence Directe du Projet (ZIDP), particulièrement à Maio. Pour atteindre ces objectifs, le projet s'articule autour d'activités réparties en trois composantes résumées dans le tableau ci-après.

Nom de la composante	Description
A - Extension et modernisation de ports	(i) Travaux d'extension et de modernisation du port Inglês de Maio par la pose de palplanches et de brise-lames à côté du quai existant de 280m, la réhabilitation complète du quai existant de 350m, la construction de 2 rampes Ro-Ro de 112m et 80m et la réhabilitation et duplication de la zone de terrassement du port et de sa protection maritime ; (ii) travaux de modernisation du Port de Palmeira par la construction de 2548 m <sup>2</sup> de bâtiments administratifs; (iii) Aménagement de 2 km de voies d'accès aux ports dont 1,2 km seront bitumées pour l'accès au port de Palmeira et 0,8 km en pavé de basalte pour l'accès au port d'Inglês; (iv) Contrôle et surveillance des travaux; (v) Sensibilisation au VIH/SIDA, à la mobilisation sociale, à la protection de l'environnement, à la sécurité portuaire et à l'utilisation du sel iodé; (vi) Travaux de mise en œuvre du PGES; et (vi) Suivi de la mise en œuvre du PGES
B –Appuis aux communautés des zones d'intervention et aménagements connexes	<p>B.1 Appui aux jeunes et aux femmes dans des filières porteuses de l'île de Maio :</p> <p>Filière sel : Appui aux groupements femmes pour l'exploitation du Sel à Maio par l'aménagement de clôture grillagée des sites d'exploitation, la réhabilitation des bâtiments de 100 m<sup>2</sup>, la formation en gestion, équipements en moyen de transformation incluant l'équipement d'iodation du sel iodé ainsi que les kits de contrôle et de transport et acquisitions de Kits de sécurité.</p> <p>Filière de transformation du fromage : appui aux groupements des femmes pour la transformation de lait en fromage par l'acquisition d'équipements de congélation/réfrigération, la formation pour amélioration de la qualité des produits et la gestion</p> <p>Secteur de la pêche : Appui au à un groupement des pêcheurs de Maio par la réhabilitation des bâtiments de 80 m<sup>2</sup> et la formation en surveillance des côtes en rapport avec le Ministère de l'Economie maritime;</p>
	<p>Formation Professionnelle des jeunes dans les métiers porteurs: (a) Appui technique au centre de formation de MAIO (identification des besoins en compétences, mise à jour des programmes de formation dans les filières porteuses (Transformation agro-alimentaire et halieutique, mécanique, réparation de bateau). L'appui va également consister en la réhabilitation des bâtiments de 100 m<sup>2</sup> et l'acquisition d'équipements de formation ; (b) Formation qualifiante de 150 jeunes dans le domaine linguistique et les métiers porteurs.</p> <p>B.2 Aménagements connexes :</p> <p>(i) Reconstruction de l'Ecole primaire à Sal trop proche du port de Palmeira;</p> <p>(ii) Contrôle et surveillance des travaux; et</p> <p>(iii) Etudes routières et d'aménagement urbain en vue de la préparation des projets de transports et de développement urbain</p>
C- Gestion du projet	(i) suivi-évaluation des impacts socio-économiques du projet; (ii) audit comptable et financier; (iii) formation de l'OE; (iv) équipement et fonctionnement de l'organe d'exécution

ANNEXE II  
AFFECTION DU PRET

Le tableau ci-dessous indique les différentes catégories de Dépenses éligibles devant être financées par les ressources du Prêt et le montant alloué à chaque catégorie:

Catégorie	Coûts en Euros (Millions)	
	Monnaie locale	Total
Biens	0,03	0,15
Services consultants	0,43	2,19
Travaux	2,00	13,70
Divers	0,11	0,11
Imprévus physiques	0,24	1,56
Aléas financiers	0,02	0,16
<b>Coût total</b>	<b>2,83</b>	<b>17,87</b>

ANNEXE III  
PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Travaux

Description de l'appel d'offres	Données de base										Passes d'appels d'offres (DAO)		Pénalités d'appel d'offres		Evaluation des Offres		Projet de Contrat		Attribution du Contrat			Execution du Contrat	
	Montant Estimé dans la monnaie (Euros)	Forfait ou Prix Unitaire	Mode d'acquisition	Pré Qualification (O/N)	Préférence Nation.Reg. (O/N)	Examen Prétable ou a Posteriori	Date estimée Remise Offres	Plan Révisé/ Actuel	Date Réception DAO	Date Non-Objection	Date Lancement Appel d'offres	Date Remise-Ouverture plis	Réception Rapport Evaluation	Date Non-objection	Date Réception Projet Contrat	Date Non-Objection	Montant Contrat en UC (000)	Date attribution Contrat	Date Signature Contrat	Date Démarrage	Date Achevement		
Travaux d'extension et de modernisation du Port Engêes de Maio	12 700 000,00	PU	AOI	N	N	Prétable	09/11/18	Plan	13/03/2018	23/03/2018	04/03/2018	09/12/2018	29/11/2018	44/12/2018	29/12/2018	05/01/2019	12/01/2019	27/01/2019	13/03/2019	02/11/2020			
Travaux d'extension et de modernisation du Port Palmeria de Sa	6 500 000,00	PU	AOI	N	N	Prétable	09/11/18	Plan	11/03/2018	26/03/2018	03/03/2018	08/12/2018	28/12/2018	12/01/2019	27/01/2019	03/02/2019	10/02/2019	25/02/2019	27/03/2019	21/03/2020			
<b>Coût Total Travaux</b>	<b>19 200 000,00</b>																						



Services de consultants

Diverses/Prévisions avec les indices de sélection et le Calendrier	Données de base			Avis à manifestation d'intérêt (AMI)		Termes de référence (TR)		Lise Restante		Demande de Propositions (DDP)		Période de Soumission Propositions		Evaluation Technique (T) & Financière (F)		Projet de Contrat			Attribution du Contrat			Exécution du Contrat	
	Date Réception AMI	Date Non-Objection	Date Réception AMI	Date de Réception	Date Non-Objection	Date de Réception	Date Non-Objection	Date de Réception	Date Non-Objection	Date de Réception	Date Non-Objection	Date de Réception	Date Non-Objection	Date de Réception	Date Non-Objection	Date de Réception	Date Non-Objection	Montant Contrat en UC (000)	Date attribution Contrat	Date Signature Contrat	Date Démarrage	Date Achevement	
Description	4394	4391	4391	4394	4391	4394	4391	4394	4391	4394	4391	4394	4391	4394	4391	4394	4391	17022019	17022019	24022019	11032019	30112020	
Comité de Surveillance des travaux portatifs et connexes à l'élu																							
Comité de Surveillance des travaux portatifs et connexes à l'élu	4394	4391	4391	4394	4391	4394	4391	4394	4391	4394	4391	4394	4391	4394	4391	4394	4391	17022019	17022019	24022019	11032019	04042020	
Sensibilisation au VIH/SIDA, à la mobilisation sociale, à la promotion de l'environnement et à la sécurité postale	4497	4394	4394	4497	4394	4497	4394	4497	4394	4497	4394	4497	4394	4497	4394	4497	4394	17022019	17022019	24022019	11032019	30112020	
Suivies en vue de PDS à l'élu	4497	4394	4394	4497	4394	4497	4394	4497	4394	4497	4394	4497	4394	4497	4394	4497	4394	17022019	17022019	24022019	11032019	011221	
Etudes outillées et l'équipement urbain / Assistance technique formation professionnelle	4594	4511	4511	4594	4511	4594	4511	4594	4511	4594	4511	4594	4511	4594	4511	4594	4511	10022019	10022019	08102019	08112019	31032021	
Formation CE/Associations de femmes de l'élu/Mesures phytosanitaires de la CPV	4511	4518	4518	4511	4518	4511	4518	4511	4518	4511	4518	4511	4518	4511	4518	4511	4518	17022019	17022019	16102019	15112019	07022021	
Formation et Emploi/Qualité des jeunes	4490	4497	4497	4490	4497	4490	4497	4490	4497	4490	4497	4490	4497	4490	4497	4490	4497	17022019	17022019	15022019	15102019	01022022	
Suivies et évaluation de l'impact socio-économique du projet	4392	4379	4379	4392	4379	4392	4379	4392	4379	4392	4379	4392	4379	4392	4379	4392	4379	12072019	12072019	07022019	07102019	29042021	
Audit comptable et financier	4325	4332	4332	4325	4332	4325	4332	4325	4332	4325	4332	4325	4332	4325	4332	4325	4332	10102019	10102019	30102019	28112019	21022021	
<b>Total Consultants</b>																							

Biens

DONNEES DE BASE									Exécution du Contrat
N <sup>o</sup>	Description de l'Appel d'Offres	Mode d'acquisition	Nombre de lots	Montant Estimé en MUC	Pré-ou Post-Qualification	Préférence Nationale/Régionale (Y/N)	Revue à priorie ou a posteriori	Date de publication de l'AAO	Date de démarrage
B01	Matériel pour l'exploitation du sel	CF	1	0,04	Post	N	Priori	4-mars-19	15-avr.-18
B02	Matériel pour la fabrication de fromage	CF	1	0,04	Post	N	Priori	19-mars-19	30-avr.-18
B03	Equipement CPF Maio	CF	1	0,04	Post	N	Priori	3-avr.-19	15-mai-18
B04	Equipement informatique de l'OE	CF	1	0,01	Post	N	Priori	4-févr.-19	11-mars-19
<b>Coût total</b>				<b>0,13</b>					

#### ANNEXE IV DEFINITIONS

1. « **Accord** » désigne le présent Accord de prêt, attendus et annexes inclus, y compris les amendements et les modifications qui pourraient être apportés au présent Accord de prêt et les textes auxquels ils font référence.

2. « **Accord d'exclusion croisée** » désigne l'accord d'exécution mutuelle des décisions d'exclusion du 9 avril 2010 conclu entre le Groupe de la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Groupe de la Banque interaméricaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale, tel que modifié de temps en temps.

3. « **Banque** » désigne la Banque Africaine de Développement.

4. « **Cadre de passation de marchés** » désigne (i) la Politique de passation de marchés pour les opérations du groupe de la Banque datée août 2015 et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ; (ii) la Méthodologie pour la mise en œuvre de la Politique de passation de marchés de la Banque africaine de développement ; (iii) le Manuel d'acquisitions des opérations pour la Banque africaine de développement ; et (iv) la Boîte à outils de la Banque africaine de développement pour les acquisitions, tel que modifiés de temps en temps.

5. « **Commission d'ouverture** » désigne la commission décrite et précisée à la Section 2.02 (*Commission d'ouverture*).

6. « **Conversion** » signifie une conversion telle que décrite à la Section 3.01 (*Conversion de manière générale*) du présent Accord.

7. « **Conversion de Monnaie** » désigne le changement, pour une Monnaie Approuvée, de la Monnaie du Prêt portant sur la totalité ou une fraction du principal du Prêt, que celui-ci soit décaissé ou non décaissé conformément aux Directives de Conversion.

8. « **Conversion de Taux d'Intérêt** » désigne la modification de la base du taux d'intérêt applicable à la totalité ou à une partie du montant du Solde du Prêt décaissé, se traduisant par le passage d'un Taux de Base Flottant à un Taux de Base Fixe ou vice versa, conformément aux dispositions de l'Article III (*Conversion de certains termes du Prêt*) du présent Accord.

9. « **Coût(s) de Résiliation de Conversion** » désigne les coûts supportés par la Banque du fait de l'annulation ou de l'ajustement des contrats de Conversion exécutés par la Banque sur demande de l'Emprunteur, en cas de : (i) remboursement anticipé de tout ou partie du Prêt avant sa date de maturité ; (ii) de défaut de paiement ; ou (iii) de survenance de tout autre événement pouvant entraîner la résiliation ou l'ajustement de l'opération ou des opérations de couverture.

10. « **Date de fixation** » désigne, pour les prêts à Taux de Base Fixe, un maximum de deux (2) Jours Ouvrables avant la date de valeur du Taux de Base Fixe.

11. « **Date de paiement** » signifie,

(i) Le 15 avril et le 15 octobre de chaque année pour l'USD, l'EUR and le JPY ; et

(ii) Le 15 mars, le 15 juin, le 15 septembre et le 15 décembre de chaque année pour le ZAR.

12. « **Date de revalorisation** » signifie le 1<sup>er</sup> février et le 1<sup>er</sup> août pour l'EURIBOR et le LIBOR et le 1<sup>er</sup> février, le 1<sup>er</sup> mai, le 1<sup>er</sup> août et le 1<sup>er</sup> novembre pour le JIBAR.

13. « **Date de signature** » désigne la date indiquée dans le préambule du présent Accord qui correspond à la date de signature de l'Accord par les parties.

14. « **Dépenses éligibles** » désigne les dépenses déterminées comme éligibles pour financement par le Groupe de la Banque en vertu de la Politique sur les dépenses éligibles pour le Groupe de la Banque, datée de mars 2008, telles que modifiée de temps en temps.

15. « **Différé d'amortissement** » désigne les huit (8) années commençant à la Date de Signature, pendant lequel le principal du Prêt ne sera pas dû, sauf s'il y a exigibilité anticipée ou remboursement anticipé des sommes dues au titre du Prêt conformément aux dispositions du présent Accord.

16. « **Directives de conversion** » désigne les Directives de conversion de certains termes du Prêt de la Banque Africaine de Développement, telle que publiées ou modifiées ou de temps en temps, et en vigueur au moment de la Conversion.

17. « **Dollars des Etats-Unis** » ou « **USD** » désigne la monnaie ayant cours légal aux Etats-Unis d'Amérique.

18. « **Etat membre** » désigne un Etat membre de la Banque en vertu de l'article 3 de l'Accord portant création de la Banque.

19. « **Etat membre participant européen** » désigne un Etat membre de l'Union Européenne qui à l'Euro comme monnaie ayant cours légal conformément à la législation de l'Union Européennes relative à l'Union Economique et Monétaire.

20. « **Étude d'impact environnemental et social** » ou « **EIES** » désigne l'étude permettant d'identifier et d'analyser les impacts environnementaux et sociaux probables du Projet, de déterminer leur portée et importance et de définir des mesures de gestion ou d'atténuation conçues pour éviter et minimiser, dans la mesure du possible, ou, dans le cas contraire, pour contrebalancer ou compenser les effets et risques défavorables.

21. « **EURIBOR** » (Euro Inter-Bank Offered Rate) désigne pour chaque Période d'Intérêt le taux pour les dépôts à 6 mois en Euro sur le marché interbancaire de la zone Euro, diffusé sous l'égide de l'Institut européen des marchés monétaires (ou tout autre entité chargée de l'administration dudit taux), affiché sur la page EURIBOR01 de Reuters (ou toute autre page de remplacement qui affiche ledit taux), à onze (11) heures zéro (0) minute, heure de Bruxelles, deux (2) Jours Ouvrables avant la Date de revalorisation applicable. Si cette page ou ce service cesse d'être disponible, la Banque, après consultation avec l'Emprunteur, déterminera une autre page ou un autre service affichant le taux pertinent.

22. « **Euro(s)** » ou « **EUR** » désigne la monnaie unique des Etats-membres Participants Européens.

23. « **JIBAR** » désigne, en rapport avec le présent Accord, le taux déterminé chaque jour de cotation en utilisant le taux interbancaire annuel convenu à Johannesburg, à savoir le taux à trois (3) mois pour les dépôts en Rand sud-africain, tel qu'établi par le South African Futures Exchanges (ou son successeur) et qui apparaît sur la page Reuters Screen SAFEX, exprimée en taux de rendement. Si une telle page ou un tel service cesse d'être disponible, la Banque peut indiquer une autre page ou un autre service affichant le taux approprié après concertation avec l'Emprunteur.

24. « **Jour Ouvrable** » désigne un jour quelconque (autre que samedi ou dimanche) au cours duquel les banques commerciales ou les marchés financiers sont ouverts pour les affaires relatives aux transactions requises par le présent Accord en tout lieu, notamment :

- (i) Londres pour les revalorisations du LIBOR ;
- (ii) TARGET2 pour les revalorisations de l'EURIBOR et les paiements en EUR ;

(iii) Johannesburg pour les revalorisations du JIBAR et les paiements en ZAR ;

(iv) New York pour les paiements en USD ;

(v) Tokyo pour les paiements en JPY ;

(vi) en ce qui concerne toute date de paiement ou d'achat d'une monnaie autre que l'EUR, le JPY, l'USD ou le ZAR, la principale place financière du pays de cette monnaie ; et

(vii) Abidjan et Praia pour toute autre transaction en vertu du présent Accord.

25. « **Jour TARGET** » signifie un quelconque jour au cours duquel TARGET2 est ouvert à l'exécution des paiements en EUR.

26. « **LIBOR** » (London Interbank Offered Rate) désigne pour chaque Période d'Intérêt le taux pour les dépôts à six mois en Dollars des Etats-Unis sur le marché interbancaire de Londres, diffusé sous l'égide de l'Intercontinental Exchange Group Benchmark Administration Limited (IBA), ou toute autre entité qui s'y substituerait, affiché sur la page LIBOR01 de Reuters, à onze (11) heures zéro (0) minute, heure de Londres, deux (2) Jours Ouvrables avant la Date de revalorisation applicable. Si cette page ou ce service cesse d'être disponible, la Banque, après consultation avec l'Emprunteur, déterminera une autre page ou un autre service affichant le taux pertinent.

27. « **Manuel des décaissements** » désigne le Manuel des décaissements de la Banque africaine de développement du 22 juillet 2012 qui énonce les politiques, directives, pratiques et procédures de décaissement du Groupe de la Banque, tel que modifiées de temps en temps.

28. « **Marge sur coût d'emprunt** » désigne la moyenne ajustée sur six (6) mois de la différence entre : (i) le taux de refinancement de la Banque en ce qui concerne les emprunts liés au Taux de base flottant concerné et affecté à tous ses emprunts à taux variable libellés dans la monnaie du Prêt; et (ii) le taux de base flottant applicable à chaque semestre se terminant le 30 juin et le 31 décembre ; qui sera ajouté au Taux de base flottant pertinent qui est revalorisé le 1<sup>er</sup> février et le 1<sup>er</sup> août. La Marge sur coût d'emprunt est fixée deux fois par an, le 1<sup>er</sup> janvier pour le semestre s'achevant le 31 décembre, et le 1<sup>er</sup> juillet pour le semestre s'achevant le 30 juin. Concernant les montants du Prêt auxquels une Conversion de monnaie s'applique, la Marge sur coût d'emprunt correspondante de la nouvelle Monnaie du Prêt, telle que notifiée à l'Emprunteur par la Banque, sera applicable.

29. « **Marge sur prêt** » désigne quatre-vingt points de base (0,80%) par an.

30. « **Monnaie Approuvée** » désigne toute monnaie approuvée en tant que monnaie de prêt par la Banque et qui, suite à une Conversion, devient la Monnaie du Prêt.

31. « **Monnaie du prêt** » désigne la monnaie dans laquelle est libellée le Prêt à la date de signature et qui est spécifiée à la Section 2.01 (le Prêt) du présent Accord. Cependant, si le Prêt ou une fraction de celui-ci fait l'objet d'une Conversion de Monnaie, la Monnaie du Prêt désigne la monnaie dans laquelle le Prêt ou une fraction de celui-ci est libellé de temps à autre et au cas où le Prêt est libellé dans plus d'une monnaie, la « Monnaie du Prêt » désignera séparément chacune desdites monnaies.

32. « **Période d'intérêt** » désigne (i) une période de six (6) mois pour l'USD, l'EUR et le JPY, ou (ii) une période de trois (3) mois pour ZAR, basée sur le taux de référence pertinent et commençant à une Date de paiement, à l'exception de la première Période d'intérêt qui commencera à courir à la date du premier décaissement



du Prêt jusqu'à la première Date de paiement suivant immédiatement ce décaissement. Chaque Période d'intérêt par la suite commencera à courir à la date d'expiration de la Période d'intérêt précédente, même si le premier jour de cette période d'intérêt n'est pas un jour ouvrable. Nonobstant ce qui précède, toute période inférieure à six (6) mois pour USD, EUR et JPY ou trois (3) mois pour ZAR, allant de la date d'un décaissement à la Date de paiement immédiatement après un tel décaissement sera considérée comme une Période d'intérêt.

33. « **Plafond de taux d'intérêt** » désigne la fixation d'une limite supérieure au Taux de Base Flottant applicable à la totalité ou à une partie du Solde du Prêt décaissé conformément aux dispositions de l'Article III (*Conversion de certains termes du Prêt*) du présent Accord.

34. « **Plan de gestion environnementale et sociale** » ou « **PGES** » désigne un instrument élaboré à l'issue d'une EIES du Projet qui définit le plan d'action des mesures de gestion environnementale et sociale à mettre en œuvre par l'Emprunteur, tel que celui-ci puisse être modifié, complété ou mis à jour de temps en temps en accord avec la Banque.

35. « **Plan de passation de marchés** » désigne le plan de passation de marchés du Projet exposé à l'Annexe III du présent Accord et préparé conformément à la Politique de Passation de Marchés indiquant, entre autres : (i) les activités spécifiques requises pour mettre en œuvre le Projet ; (ii) les méthodes proposées pour les acquisitions ; et (iii) les procédures de revue applicables ; tel que modifiées périodiquement conformément aux exigences du présent Accord et de la Politique de Passation de Marchés.

36. « **Plan de réinstallation** » ou « **PR** » désigne un document de planification complet préparé par l'Emprunteur conformément aux Politiques de sauvegardes de la Banque spécifiant les procédures à suivre lors d'un processus de déplacement involontaire et les mesures à prendre pour indemniser les personnes et communautés affectées par le Projet, tel que celles-ci peuvent être modifiées, complétées ou mises à jour de temps en temps en accord avec la Banque.

37. « **Politiques anti-corruption** » désigne le Cadre Uniforme pour la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption de septembre 2006, la Politique de dénonciation d'abus et de traitement des griefs de janvier 2007, le Cadre de passations de marchés, l'Accord de sanctions croisées et les Procédures de sanctions du Groupe de la Banque africaine de développement du 18 novembre 2014, tels que modifiés de temps en temps.

38. « **Politiques de sauvegardes de la Banque** » désigne les politiques, procédures et lignes directrices de la Banque et concernant les questions environnementales et sociales, incluant le Système de sauvegardes intégrées du Groupe de la Banque (Déclaration de politique et sauvegardes opérationnelles et matériels d'orientation), la Politique de déplacement involontaire des populations, les Procédures d'évaluation environnementale et sociale, la Politique du Groupe de la Banque en matière de Diffusion et d'Accessibilité de l'Information, la Politique du Groupe de la Banque en matière de réduction de la pauvreté et la Politique de genre, telles qu'elles peuvent être modifiées et révisées de temps en temps.

39. « **Prêt** » désigne, selon le cas, tout ou partie du montant maximum des ressources octroyées par la Banque et spécifié à la Section 2.01 (*Le Prêt*) du présent Accord.

40. « **Prime de maturité** » désigne vingt (20) points de base par an.

41. « **Rand Sud-Africain** » ou « **ZAR** » désigne la monnaie ayant cours légal en République sud-africaine.

42. « **Rapport d'achèvement** » désigne un rapport complet sur, entre autres, la mise en œuvre et la gestion initiale du Projet, incluant les coûts et bénéfices y associés et en découlant, l'exécution par les parties de leurs obligations respectives en vertu du présent Accord, la réalisation des objectifs du Projet et le plan pour assurer la soutenabilité des réalisations du Projet, à préparer et à soumettre par l'Emprunteur à la Banque en vertu du présent Accord.

43. « **Rapport de Projet** » désigne le rapport préparé par l'Emprunteur en vertu du présent Accord contenant des informations sur le Projet qui comprennent notamment les sources et utilisations des fonds, y compris ceux engagés, avec les budgets correspondants, les progrès dans l'exécution du Projet et l'atteinte des résultats ainsi que les progrès relatifs au respect des exigences en matière de sauvegarde environnementale et sociale, y compris la mise en œuvre du PGES, et du PR le cas échéant, ainsi que d'autres annexes justificatifs et la mise en évidence des problèmes nécessitant une attention particulière.

44. « **Revue a priori** » désigne la revue *a priori* par la Banque des documents suivants relatifs aux acquisitions conformément aux méthodes et procédures d'acquisition de la Banque tel que défini plus amplement sous le Cadre de Passation de Marchés : (i) les avis d'appel d'offres généraux, (ii) les avis d'appel d'offres spécifiques, (iii) les dossiers d'appel d'offres et soumissions de proposition par les consultants ; (iv) les rapports d'évaluation des offres ou les rapports sur l'évaluation des propositions des consultants, y compris les présélections et recommandations pour l'attribution de contrats ; (v) les projets de contrats, si ceux-ci sont été modifiés et différent des projets inclus les documents liés à l'offre ou la soumission, et (vi) la modification des contrats signés, et de manière générale, tout autre document ou information que la Banque pourrait requérir.

45. « **Solde du prêt décaissé** » désigne le montant du principal du Prêt décaissé à l'Emprunteur et non encore remboursé.

46. « **Solde du Prêt non décaissé** » désigne le montant du Prêt restant non décaissé et non annulé du Prêt.

47. « **TARGET2** » désigne la principale plate-forme européenne de traitement des paiements de montant élevé pour exécuter les paiements en euros en temps réel lancée le 19/11/2007.

48. « **Taux de Base Fixe** » désigne le taux de swap amortissable déterminé selon les conditions du marché financier et calculée à la Date de fixation sur la base du calendrier d'amortissement du montant ou des décaissement(s) concerné(s) du Prêt.

49. « **Taux de Base Flottant** » désigne, pour une quelconque Période d'intérêt, le Taux de Référence applicable.

50. « **Taux de référence** » désigne, en rapport avec une Conversion (pour toute Période d'intérêt) :

- (i) le LIBOR pour l'USD et le JPY ;
- (ii) l'EURIBOR pour l'EUR ;
- (iii) le JIBAR pour le ZAR ;
- (iv) si la Banque détermine que le LIBOR (pour USD et JPY) ou EURIBOR (pour l'euro) ou JIBAR (pour ZAR) a définitivement cessé d'être coté pour la devise concernée, ou a cessé d'être le taux de référence utilisé par le marché, tout autre taux de référence comparable pour la monnaie concernée que la Banque déterminera conformément à la Section 3.03 (c) (*Intérêts*) des Conditions générales ;

(v) Concernant toute monnaie autre que l'USD, le JPY et le ZAR, le taux de référence notifié à l'Emprunteur par la Banque ; et

(vi) en ce qui concerne les montants du Prêt auxquels s'applique une Conversion de monnaie, le Taux de référence applicable à la nouvelle Monnaie du Prêt, tel que notifié à l'Emprunteur par la Banque.

51. « **Tunnel de taux d'intérêt** » désigne la fixation d'une limite supérieure et d'une limite inférieure au Taux de Base Flottant applicable à la totalité ou à une partie du Solde du Prêt décaissé conformément aux dispositions de l'Article III (*Conversion de certains termes du Prêt*) du présent Accord.

52. « **Yen Japonais** » ou « **JPY** » désigne respectivement la monnaie ayant cours légal au Japon.

## ACORDO ENTRE A REPÚBLICA DE CABO VERDE E O

### BANCO AFRICANO DE DESENVOLVIMENTO

#### ACORDO DE FINANCIAMENTO

#### PROJETO DE EXTENSÃO E MODERNIZAÇÃO DO PORTO INGLÊS, NA ILHA DO MAIO E DA PALMEIRA, NA ILHA DO SAL

O Presente Acordo de Empréstimo (Acordo) é celebrado em 11 de dezembro 2018, entre a REPÚBLICA DE CABO VERDE (Mutuário) e o BANCO AFRICANO DE DESENVOLVIMENTO (o Banco).

#### CONSIDERANDO QUE

- (A) O Mutuário solicitou um empréstimo ao Banco com o objetivo de financiar os projetos de extensão e modernização do Porto Inglês, na ilha do Maio e do Porto da Palmeira, na ilha do Sal (O Projeto), tal como descrito em detalhe no projeto, em anexo ao presente Acordo;
- (B) O Ministério das Infraestruturas, Habitação e Ordenamento do Território será a entidade responsável para a execução do projeto;
- (C) O Mutuário declara o seu compromisso na realização do projeto; e
- (D) Neste sentido, o Banco aceita atribuir ao Mutuário um empréstimo no montante mencionado na Secção 02:01 (O Empréstimo) do presente Acordo, conforme as cláusulas e condições doravante dispostos ou mencionados.

POR SER VERDADE, as partes celebram o presente acordo com os seguintes termos;

#### Artigo I

#### CONDIÇÕES GERAIS, DIRECTIVAS DE CONVERSÃO, DEFINIÇÕES

Secção 1.01. **Condições Gerais e Diretivas de Conversão.** As condições gerais aplicáveis aos acordos de empréstimos e aos acordos de garantia do BANCO AFRICANO DE DESENVOLVIMENTO (entidades soberanas) de fevereiro de 2009, conforme as emendas (doravante designadas por «Condições Gerais») e as Diretivas de Conversão tais como definidas nas fontes atuais constituem-se como parte integrante do presente Acordo.

Secção 1.02 **Contradição.** Em caso de contradição ou incoerência entre uma das disposições do presente Acordo e das Condições Gerais ou das Diretivas de Conversão, deve prevalecer o disposto no Presente Acordo.

Secção 1.03. **Definições.** Salvo disposto em contrário, os termos que começam por letra maiúscula usados no presente Acordo tem o significado atribuído nas Condições Gerais ou no Anexo IV (Definições) do presente Acordo.

Secção 1.04. **Anexos.** Os Anexos do Acordo constituem-se como partes integrante do mesmo, com total força legal.

#### Artigo II

#### O EMPRÉSTIMO

Secção 2.01. **O Empréstimo.** O Banco consente ao Mutuário, um financiamento, de acordo com os termos e condições mencionadas no Presente Acordo, no valor máximo de dezassete milhões e oitocentos e setenta mil euros (17 870 000 EUR), que pode ser objeto de uma Conversão Monetária de acordo com o disposto no Artigo IV do Presente Acordo e nas Diretivas de Conversão (o «Financiamento»), visando a contribuição ao financiamento do Projeto.

Secção 2.02. **Comissão de Abertura.** O Mutuário deve pagar ao Banco uma Comissão de abertura numa taxa de zero vírgula vinte e cinco por cento (0,25%) do montante do Empréstimo. A Comissão de Abertura deve ser paga o mais tardar até sessenta (60) dias a contar da Data de entrada em vigor do Empréstimo ou a partir do primeiro desembolso do Empréstimo, conforme o que ocorrer primeiro. O Mutuário deve pagar a Comissão de Abertura sobre o valor total do empréstimo, não obstante a anulação total ou parcial do crédito após a data de entrada em vigor.

Secção 2.03. **Comissão de Imobilização** O Mutuário deve pagar uma comissão de imobilização numa taxa de zero vírgula vinte e cinco por cento (0,25%) por ano sobre o Saldo não utilizado, que começa a contar sessenta (60) dias após a data de assinatura.

A Comissão deve ser paga a cada Data de Pagamento, incluindo durante o período de carência. A Comissão cessa quando o empréstimo for integralmente desembolsado ou anulado.

#### Secção 02:04 Juros.

(a) Até a primeira Conversão da Taxa de Juros, e sob reserva do disposto na Secção 2.05 (Taxa De Juros Alternativa) do presente Acordo, os juros devidos pelo Mutuário sobre o Saldo do Empréstimo desembolsado por cada Período juros serão de uma Taxa Variável, na qual se acrescenta a Margem sobre o Financiamento, a Margem sobre o Custo do Empréstimo e o Prémio de Maturidade, caso exista, desde que em nenhum dos casos a taxa de juros anual seja inferior a zero por cento (0%). Os juros devem ser pagos na Data dos Pagamentos.

(b) Após a primeira Conversão da Taxa de Juros, a taxa de juros devida pelo Mutuário sobre o valor do empréstimo desembolsado por cada Período de Juros será sujeita ao disposto na Secção 2.05 (Taxa De Juros Alternativa) do presente Acordo, serão de uma Taxa de Base Fixa, na qual se acrescenta a Margem sobre o Financiamento, a Margem sobre o Custo do empréstimo e o Prémio de Maturidade, caso exista, desde que em nenhum dos casos a taxa de juros seja inferior a zero por cento (0%) ao ano. Os juros devem ser pagos na Data dos Pagamentos.

(c) O Banco notificará ao Mutuário as taxas de juros aplicáveis a cada período de juros logo que esta esteja estipulada.



**Secção 2.05. Taxa de Juros de Substituição.** Se por qualquer motivo o Banco, constatar que a Taxa de Juros Variável, ou em relação aos montantes do financiamento no qual é aplicada uma Conversão das Taxas de Juros, a Taxa Fixa (relativamente aos montantes no qual uma base fixa não foi anteriormente fixada) não pode ser determinada ou calculada nas condições descritas na Secção 02.04 (Juros) do presente acordo, o Banco deve notificar imediatamente o Mutuário. As partes devem concertar para acordar uma taxa de juros alternativa, de acordo com a secção 03.03 parágrafos (b) e (c) das Condições Gerais.

**Secção 2.06. Cálculo dos Juros.** Os juros e a Comissão de Imobilização são calculados com base no número de dias corridos (incluindo o primeiro dia e excluindo o último) durante o período referente aos juros ou Comissão de Imobilização devidos e (i) um ano de trezentos e sessenta (360) dias para o EUR, USD e JPY; (ii) um ano de trezentos e sessenta e cinco (365) dias para o ZAR; e (iii) relativamente as outras moedas excluindo o EUR, JPY, e ZAR o número de dias corridos, de acordo com o mercado escolhido pelo Banco e notificado ao Mutuário.

**Secção 2.07. Reembolso do Capital** Sem prejuízo ao disposto na Secção 07.01 (Exigibilidade antecipada) das condições gerais, o Mutuário deve reembolsar o valor referente ao capital do financiamento num período de dezassete (17) anos, após a expiração do período de carência, através de trinta e quatro (34) prestações semestrais iguais e consecutivas a cada Data de pagamento. A primeira prestação será paga na primeira Data de Pagamento que terá lugar imediatamente após o termo do Período de Carência.

#### Secção 2.08. Reembolso Antecipado

- (a) De acordo com o disposto na Secção 03.06 das Condições Gerais (Reembolso Antecipado), o Mutuário tem o direito de reembolsar a totalidade ou uma parte do capital em dívida antes do seu vencimento, isento do pagamento de comissões de reembolso antecipado para além dos encargos de cancelamento de conversão, que serão determinados pelo Banco e notificados ao Mutuário.
- (b) Caso um dos montantes objeto de reembolso a título do Financiamento for Convertido, o Mutuário deve pagar, no momento do reembolso, os Encargos de Cancelamento de Conversão, e os custos de transação pelo cancelamento antecipado da Conversão do montante, ou numa taxa conforme notificado pelo Banco, e em vigor no momento em que o Banco receba a notificação de reembolso antecipado.
- (c) Salvo se for explicitamente expresso pelo Mutuário na notificação de reembolso antecipado, os montantes objeto de reembolso antecipado são afetados numa base *pro-rata* a todos os montantes vencidos referentes ao financiamento em dívida.
- (d) Qualquer reembolso antecipado parcial em relação a um montante que é aplicada uma conversão, deve ser pelo menos igual ao montante mínimo estabelecido para as Conversões, conforme previsto nas Diretivas de Conversão.
- (e) O Mutuário não poderá voltar a contrair empréstimos sobre os montantes objeto de um reembolso antecipado conforme as disposições do presente Acordo.

**Secção 2.09. Pagamentos Parciais.** Se em qualquer momento o Mutuário proceder a um pagamento ao Banco que seja inferior à totalidade das somas devidas ao abrigo do presente Acordo, o referido pagamento será afetado conforme a seguir apresentado, a menos que o Banco decida em contrário: Comissão de Abertura, Comissão de Imobilização, Encargos de Cancelamento de Conversão e encargos de transação em caso de vencimento, juros, e por último do Capital.

#### Secção 2.10. Moeda, local e meio de pagamento,

- (a) Sob reserva ao disposto na Secção 04:04 (Substituição temporária de moedas) das condições gerais, estipulam que qualquer montante devido ao Banco ao abrigo do presente Acordo será pago na Moeda do Empréstimo.
- (b) Todos os pagamentos devidos ao Banco em virtude do presente Acordo serão feitos sem ser objeto de nenhuma restrição, cobrança de taxas, deduções ligadas às taxas de câmbio, encargos relacionados com os custos de transferências quaisquer outras comissões.
- (c) Os montantes serão depositados na conta bancária indicada pelo Banco ao Mutuário. Este será quitado da sua obrigação de pagamento de qualquer montante devido ao Banco ao abrigo do presente Acordo a receção da totalidade do montante devido na Moeda do Financiamento na data de vencimento. Se a data de vencimento não for num dia útil, esta soma deve ser paga de modo a esteja à disposição do Banco no dia útil a seguir e os Juros e a Comissão de Imobilização continuam a correr nesse intervalo.

**Secção 2.11. Certificados e Determinações.** Qualquer certificação ou determinação feita pelo Banco relativa a uma taxa ou um montante ao abrigo do Presente Acordo, constitui, na ausência de um erro manifesto, uma evidência conclusiva dos assuntos a que se refere.

#### Artigo III

#### CONVERSÃO DE ALGUNS TERMOS DO EMPRÉSTIMO;

**Secção 3.01. Conversão geral.** O Mutuário pode, a qualquer momento, solicitar as conversões sejam aplicadas a qualquer fração do empréstimo de modo a facilitar uma gestão prudente da dívida: (i) Conversão da moeda; (ii) Conversão das Taxas de Juros; (iii) Plafond das taxas de juros; ou (iv) colar das taxas de juros. Cada um dos pedidos é submetido pelo Mutuário ao Banco de acordo com o disposto nas Diretivas de Conversão, e a sua aprovação pelo Banco, a conversão solicitada será considerada como uma Conversão ao abrigo do presente Acordo e será implementado de acordo com as Diretivas de Conversão.

**Secção 3.02. Encargos de Conversão** O Mutuário deve, após a receção de uma notificação por escrito, pagar ao Banco:

- (a) Os encargos de transação aplicáveis para a Conversão e para cada resgate antecipado de uma Conversão, e incluindo todos os resgates antecipados em relação ao Reembolso Antecipado ou a exigibilidade antecipada do crédito de acordo com o disposto na Secção 02.08(b) (Reembolso antecipado) do presente Acordo e da Secção 07.01 (Caso de Exigibilidade Antecipada) das Condições Gerais; e
- (b) Dos Custos de resgate de conversão, em caso de vencimento, para cada resgate antecipado de uma Conversão para o montante, ou das comissões, na moeda e nos locais e prazos indicados pelo Banco de Acordo com as Diretivas de Conversão em vigor.



## ARTIGO IV

## ENTRADA EM VIGOR E DESEMBOLSO

Secção 04.01. **Entrada em Vigor.** A Entrada em Vigor do presente Acordo está subordinada pelo cumprimento das condições previstas na Secção 12.01 (Entrada em Vigor) das Condições Gerais por parte do Mutuário

Secção 04.02. **Desembolso.** Os recursos do crédito serão desembolsados pelo Banco ao Mutuário de acordo com o disposto no: (a) Artigo V (Desembolso do Crédito) das condições gerais; (b) do Manual dos Desembolsos; (c) da Carta de Pedido de Desembolso; (d) do Artigo IV (ENTRADA EM VIGOR E DESEMBOLSO) do presente Acordo e (e) todas as restantes instruções adicionais que o Banco irá notificar o Mutuário, de forma a financiar as Despesas elegíveis conforme o disposto no Anexo II (Afetação do crédito) do presente Acordo.

Secção 04.03 **Dedução da Comissão de Abertura.**

- (a) Nenhum desembolso do crédito será efetuado até que a Comissão de Abertura seja paga na sua totalidade ao Banco.
- (b) O Mutuário pode, através de notificação por escrito, solicitar que a Comissão de Abertura seja deduzida dos recursos do empréstimo, e o Banco deverá, após a receção do tal pedido, deduzir, em nome do Mutuário, um montante equivalente à referida Comissão de Abertura o Crédito e realizar o pagamento da mesma.

Secção 04.04. **Moeda de Desembolso.** Sob reserva ao disposto na Secção 04.04. (substituição temporária de moeda) das Condições Gerais, todos os desembolsos do empréstimo efetuados pelo Banco a favor do mutuário serão realizados na Moeda do Empréstimo, salvo que não seja objeto de uma Conversão de Moedas de acordo com o disposto no Artigo III (Conversão de alguns termos do Empréstimo) do Presente Acordo e das Diretivas de Conversão.

Secção 04.05. **Pré-requisitos para o primeiro desembolso.** Para além da entrada em vigor do presente Acordo, de acordo com a Secção 04.01 (Entrada em Vigor). A obrigação do Banco a realizar o primeiro desembolso está dependente do cumprimento das seguintes condições da parte do Mutuário:

- (a) Envio dos comprovativos de mobilização da contrapartida financeira do Mutuário para o ano de 2019; e
- (b) Envio dos comprovativos da contratação da ENAPOR de pelo menos um Engenheiro especializado em trabalhos portuários, bem como de um ambientalista com qualificações e termos de referência considerados aceitáveis pelo Banco.

Secção 04.06. **Data Limite** De acordo com o disposto na Secção 06.03 (Rescisão pelo Banco) das Condições Gerais, a Data Limite está fixada para 31 de dezembro de 2023, ou outra data anteriormente acordada por escrito entre o Mutuário e o Banco.

## Artigo V

## COMPROMISSOS

Secção 05.01. O Mutuário compromete-se a respeitar os objetivos do Projeto. Para tal, deve executar o Projeto e garantir os empreiteiros e/ou seus agentes executem o Projeto de acordo com o disposto no Presente Acordo e no Artigo IX (Execução do Projeto - cooperação e informação) das condições gerais.

Secção 05.02. **Disposições institucionais.**

- (a) O Mutuário compromete-se em manter até a data de conclusão do projeto, uma Unidade de Execução de Projeto criada através da Portaria nº 30/2018 de 24 de julho de 2018, ao nível da Direcção-Geral das Infraestruturas (DGI) da Entidade de Execução.
- (b) O Mutuário se compromete a submeter antes de 30 de junho de 2019, os comprovativos de recrutamento ao nível da Unidade de Execução de Projeto, de um consultor para o desenvolvimento de um Sistema de Gestão Ambiental e Social para a ENAPOR, com as qualificações consideradas aceitáveis pelo Banco.
- (c) A Unidade de Execução de Projeto será a responsável para garantir as seguintes tarefas: (i) zelar pelo respeito dos compromissos do Mutuário ao abrigo do presente Acordo; (ii) preparar os documentos que permite Agência de Execução cumprir com os pré-requisitos para o primeiro desembolso do empréstimo; (iii) preparar os documentos de concurso público para envio para a não-objeção do Banco; (iv) garantir o respeito do calendário de execução do Projeto; (v) preparar os Relatórios de Projeto e o Relatório Conclusão; (vi) preparar os orçamentos de contrapartida e garantir a sua disponibilização nos prazos previstos; (vii) garantir a gestão financeira do Projeto (verificação das contas, enviar ao banco os pedidos de pagamentos diretos e garantir a entrega, dentro do prazo, dos relatórios de auditoria contabilística e financeira do Projeto); e (viii) garantir o acompanhamento e monitorização do Projeto.
- (d) O Mutuário compromete-se a disponibilizar ao banco até o mais tardar 31 de dezembro de cada ano, a prova da orçamentação anual da sua contrapartida financeira conforme o perfil de desembolso da mesma.

Secção 05.03. **Salvaguarda Ambiental e Social.** O Mutuário compromete-se e garante que a Agência de Execução, cada um dos seus empreiteiros, e subempreiteiros e agentes;

- (i) Executa o projeto de forma satisfatória em conformidade com o PGES, as Políticas do Banco e a Legislação nacional de salvaguarda aplicáveis de forma integral;
- (ii) Elabora e submete ao Banco, no âmbito do Relatório de Projeto referido na Secção 07.01 (Relatórios de Projeto) do presente Acordo, relatórios trimestrais de implementação do PGES, incluindo as lacunas identificadas e as medidas de correção tomadas para o efeito;
- (iii) Abster-se de qualquer ação que impeça ou atrase a execução do PGES, incluindo qualquer modificação, suspensão renúncia ou anulação de toda a disposição integral ou parcial, sem a autorização prévia por escrito do Banco; e
- (iv) Colaborar com o Banco caso a execução do Projeto ou qualquer alteração no seu âmbito de aplicação obrigue de forma imprevisível a deslocação ou reinstalação das populações; e comprometer-se em não iniciar os trabalhos na zona afetada pela execução do projeto até que todos os afetados pelo projeto (PAP) sejam devidamente indemnizados e/ou reinstaladas de acordo com o plano de realojamento previsto.

Secção 05.04. **Outros compromissos.** O Mutuário se compromete a:

- (a) Proceder à delimitação das áreas entre as zonas de pesca tradicional/artesanal e de pesca industrial para a ilha do Maio o mais tardar até 31 de dezembro de 2020, e envolver os pescadores no sistema de vigilância costeira e cumprimento da delimitação;
- (b) Enviar ao Banco, os relatórios de atividades anuais da Empresa Nacional de Administração dos Portos (ENAPOR) os mais tardar até 31 de agosto de cada ano; e
- (c) Antes do início dos trabalhos do Porto Inglês na ilha do Maio, enviar a cópia do contrato assinado com uma ONG ou um Gabinete de Estudos relativo ao acompanhamento da biodiversidade.

Secção 05.04. **Integridade.** O Mutuário deve executar o projeto e garantir que a Entidade responsável pela Execução e cada um dos seus empreiteiros e/ou seus agentes executem o projeto de acordo com as disposições das Políticas anticorrupção.

Artigo VI

#### RECURSOS ADICIONAIS DO BANCO

Secção 06.01 **Outras causas para a suspensão.** De acordo com o disposto na Secção 06.02 (1) (i) (Outros casos de suspensão) das Condições Gerais, poderá se constituir como uma outra causa de suspensão do empréstimo se:

- (a) Qualquer evento que de acordo com o Banco, interfira ou ameça impedir a boa execução do projeto ou perigues os seus objetivos

Secção 06.02 **Outras causas para a Rescisão.** Outras razões mencionadas na Secção 06.03 (Rescisão pelo Banco) das Condições Gerais, outros motivos para a rescisão do contrato de crédito são as seguintes:

- (a) Os acontecimentos referidos na Secção 06.01 (outras causas para a suspensão) do presente Acordo, caso tenham lugar durante trinta (30) dias após a notificação do Banco sobre o referido acontecimento, ou qualquer outra data acordada previamente entre as partes.

Secção 06.03. **Outras causas de exigibilidade antecipada.** Outras razões mencionadas na Secção 07.01 (exigibilidade antecipada) das Condições Gerais, outros motivos para a exigibilidade antecipada do contrato de crédito são as seguintes:

- (a) Os factos mencionados na Secção 06.01 (outras causas para a suspensão) do presente Acordo, caso tenham lugar durante trinta (30) dias após a notificação do Banco sobre o referido facto, ou qualquer outra data acordada previamente entre as partes.

Artigo VII

#### AQUISIÇÕES

Secção 07.01. **Aquisições.** Todos os trabalhos, bens e serviços de consultores necessários para a realização do Projeto devem ser financiados através dos recursos do empréstimo, devendo ser adquiridos de acordo com o disposto no Quadro de Contratação Pública e do Plano de Contratação Pública do Mutuário conforme apresentado no Anexo III (Plano de Contratação Pública) do presente Acordo e que poderá ser modificado de vez em quando. Em conformidade com a Secção 7.03 (plano de Contratação pública) do presente Acordo.

Secção 07.02. **Definições.** Salvo disposto em contrário, os termos em maiúscula usados na presente secção e incluindo as descrições de metodologias específicas de aquisições ou de análise do Banco referentes a alguns contratos em particular, têm o sentido atribuído no Quadro de Contratação Pública.

Secção 7.03. **Plano de Contratação Pública.** Antes da Data de Assinatura, o Mutuário deve submeter para aprovação do Banco, um Plano de Contratação Pública que seja integralmente satisfatório durante o prazo de execução do Projeto. O mutuário deverá atualizar anualmente o plano de contratação ou de acordo com as necessidades. A atualização deve cobrir, pelo menos, um período mínimo de dezoito (18) meses de implementação do projeto. Qualquer revisão ou atualização do plano de contratação pública deve ser feito por escrito e com a aprovação prévia do Banco. O Mutuário deve seguir o plano de contratação pública tal como acordado com o Banco.

Secção 07.04. **Utilização das Metodologias e procedimentos de contratação do BANCO (MPA).**

- (a) **Elegibilidade.** Os recursos do financiamento devem ser usados exclusivamente para a aquisição de bens e serviços produzidos, ou fornecidos no território dos Estados-membros.
- (b) **Metodologia.** Cada contrato relativo a bens, e serviços de consultores necessários para o Projeto será adquirido de acordo com o MPA do Banco e usando os Documentos referentes às normas de requisição e de acordo com as metodologias descritas no Plano de Contratação pública.
- (c) **Revisão os processos de contratação pública.**
  - (i) Salvo disposto em contrário, por escrito pelo Banco ao Mutuário, cada contrato relativo aos trabalhos e bens e serviços adquiridos através de concurso público aberto (internacional) será objeto de uma revisão prévia do Banco.
  - (ii) Tal como disposto no parágrafo (i), o Plano de contratação pública deve indicar que contractos são objeto de uma revisão prévia do Banco. Todos os restantes contractos estão sujeitos a uma Revisão sucessiva feita pelo Banco.
  - (iii) De acordo com o disposto na Secção 09.02 (Cooperação e informação) das Condições Gerais, o Banco pode, através de um aviso prévio razoável enviado ao Mutuário, realizar missões de supervisão e de revisão e auditorias independentes às contratações públicas adjudicadas e financiadas com os recursos ao Financiamento.

Secção 07.06. **Ações prévias com vista as contratações.**

- (a) Sob reserva ao disposto no parágrafo (b) a seguir, o Banco poderá autorizar ações prévias com vista as seguintes contratações: (i) trabalhos portuários, (ii) controlo e vigilância dos ditos trabalhos para a componente A do Projeto de acordo com o MPA do Banco, num período de seis (6) meses após a data de assinatura do presente Acordo.
- (b) O mutuário reconhece e aceita que a autorização do Banco para recorrer a aquisições prévias de acordo com o disposto no parágrafo (a) a seguir, não se constitui como uma cedência ou um compromisso da parte do Banco para financiar contractos de aquisições prévias no qual se compromete do Mutuário.

**Secção 07.07. Relatórios e Conservação de documentos.**

- (a) O Mutuário deve conservar e arquivar e mandar conservar e arquivar pela Agência de Execução, todas as informações pertinentes relativas às atividades de aquisições do projeto, e incluirá estas informações em cada Relatório de projeto que deve ser enviado ao Banco trimestralmente de acordo com o disposto na Secção 08.01 (Relatórios de Projeto) do presente Acordo.
- (b) O Mutuário deve conservar e arquivar, ou mandar conservar e arquivar pela Agência de Execução todas as cópias dos contratos, faturas, documentos de concurso público, relatório de avaliação dos exames periódicos e de inspeção realizados pelo Banco de acordo com o Disposto na secção 09.09 (c) (Contabilidade, registros e auditoria) das Condições Gerais.

## Artigo VIII

**RELATÓRIOS DO PROJETO**

**Secção 08.01. Relatórios do Projeto.** O Mutuário deve acompanhar os desenvolvimentos do projeto e elaborar os Relatórios de acordo com o disposto na Secção 09.09 (Contabilidade, registros e auditoria) das condições gerais e seguindo um conjunto de indicadores aceites pelo Banco. Cada relatório de projeto deve cobrir um período de um (1) trimestre e deverá ser enviado ao banco até quarenta e cinco (45) dias após o fim do período revisto no relatório.

**Secção 08.02. Relatório Final.** O mutuário deve enviar ao Banco um relatório Final do projeto o mais tardar até seis (6) meses após a conclusão do mesmo, de acordo com a Secção 09.10 (Relatório Final) das Condições gerais.

## ARTIGO IX

**GESTÃO FINANCEIRA**

**Secção 09.01. Controlo interno.** O mutuário deve ter, ou assegurar, os registros ou adotar, ou garantir a adoção, de procedimentos apropriados de acordo com o disposto na Secção 09.09 (Contas, registros e auditoria) das Condições Gerais.

**Secção 09.02. Relatório financeiros intercalares.** Sem restrição ao disposto no artigo IX (Gestão financeira), o mutuário irá elaborar e fornecer ao Banco relatórios financeiros trimestrais do Projeto, considerados integralmente satisfatórios pelo banco, o mais tardar até quarenta e cinco (45) dias após o fim de cada período coberto pelo relatório em causa.

**Secção 09.03. Auditoria financeira.**

- (a) O Mutuário deve realizar auditorias e certificar da situação financeira do projeto de acordo com os termos de referências aceites pelo Banco para a contratação de um Auditor independente, recrutado de acordo com um concurso aprovado pelo Banco.
- (b) Cada auditoria financeira deve cobrir um período de um (1) ano financeiro, exceto (i) a primeira auditoria que deverá cobrir um período máximo de dezoito (18) meses após a data do primeiro desembolso do empréstimo, se o primeiro desembolso acontecer após segundo semestre do exercício aplicável; e (ii) a auditoria final que pode cobrir um período máximo de dezoito (18) meses, se a Data Limite ocorrer no primeiro semestre do exercício.

As auditorias às demonstrações concluídas para o exercício em causa, bem como o parecer do auditor sobre as referidas contas acompanhadas por uma carta à Direção, devem ser enviadas

- (c) Ao Banco o mais tardar seis (6) meses após o fim do exercício aplicável. As últimas demonstrações financeiras do final do projeto devem ser enviadas ao Banco o mais tardar até seis (6) meses após a Termo do Prazo
- (d) Os custos relacionados com a auditoria externa devem ser suportados pelos recursos do Crédito.

## Artigo X

**REPRESENTANTES AUTORIZADOS - DATA- ENDEREÇOS**

**Secção 10.01. Representantes autorizados.** O Ministro das Finanças, ou qualquer individuo nomeado por escrito, será o representante autorizado do Mutuário ao abrigo do Artigo XI (Disposições diversas) das Condições Gerais.

**Secção 10.02. Data do Acordo de Financiamento.** Em todas circunstâncias, o presente acordo será considerado como celebrado na data apresentada na primeira página.

**Secção 10.03. Endereços.** Ao abrigo do Artigo XI (Disposições diversas) das condições gerais são mencionados os seguintes endereços

## REPÚBLICA DE CABO VERDE

A/C Ministro das Finanças

Para o Banco: Endereço Postal da Sede:

Banco Africano de Desenvolvimento 01 B.P. 1387

Abidjan 01

## REPÚBLICA DA CÔTE D'IVOIRE

A/C Jean-Noel ILBOUDO, RDGW.3

POR SER VERDADE, O mutuário e o Banco, através dos seus representantes autorizados, celebram o presente Acordo em língua francesa, com dois (2) exemplares originais, na data de assinatura apresentada na primeira página do presente documento.

## PELA REPÚBLICA DE CABO VERDE

Vice –Primeiro Ministro e Ministro das Finanças —  
*Olavo Avelino Correia*

## PELO BANCO AFRICANO DE DESENVOLVIMENTO

DIRETORA GERAL DO ESCRITORIO REGIONAL DE  
DESENVOLVIMENTO E PRESTAÇÃO DE SERVIÇOS  
PARA A AFRICA DO OESTE — MARIE-LAURE AKIN-  
OLUGBADE

SECRETÁRIO-GERAL, VINCENT NMEHIELLE



## ANEXO I DESCRIÇÃO DO PROJETO

Em termos do plano estratégico, o projeto tem por objetivo contribuir nos esforços de crescimento económico e para o desenvolvimento do sector do turismo em Cabo Verde.

Em termos específicos, o projeto irá permitir: (i) melhorar o nível de serviço dos portos da Ilha do Maio e da Palmeira na Ilha do Sal; e (ii) melhorar as condições de vida das populações na Zona de influência direta do Projeto (ZIDP), nomeadamente no Maio. Para cumprir com estes objetivos, o projeto se estrutura em torno de atividades divididas em três componentes resumidas no quadro apresentado a seguir.

Nome do componente	Descrição
A - Extensão e modernização dos portos	(i) os trabalhos de extensão e modernização do porto Inglês na ilha do Maio através de estacas e quebra-mar ao largo do cais atual de 280m, reabilitação total do cais de 350m, construção de 2 rampas <i>rollon-rolloff</i> , de 112m e 80m, e a reabilitação e alargamento da zona de terraplanagem do porto e de proteção marítima; (ii) trabalhos de modernização do Porto da Palmeira, através da construção de 2548m <sup>2</sup> de edifícios administrativos; (iii) Construção de 2 km de estradas de acesso aos portos, sendo 1,2 km de asfalto para aceder ao porto da Palmeira e 0,8 km de calcetamento em pedra basáltica para o acesso ao Porto Inglês na ilha do Maio; (iv) Trabalhos de fiscalização; (v) Sensibilização sobre o VIH/SIDA para a mobilização social, proteção do ambiente, segurança portuária e consumo do sal com iodo; (Vi) Trabalhos executados pelo PGES; e (vi) Fiscalização da execução do PGES
B - Apoio às comunidades Das zonas de intervenção e trabalhos conexos	<p>B.1 Apoio aos Jovens e mulheres que trabalham no sector do Porto na Ilha do Maio</p> <p>Fileira da extração do Sal: Apoio às associações de mulheres para a exploração do sal no Maio através da construção de cercas nas zonas de exploração, reabilitação dos edifícios de 100 m<sup>2</sup>, formação em gestão, equipamentos e meios de transformação, incluindo equipamentos para a iodização do sal, bem como kits de controlo e transportes, e ainda a aquisição de kits de segurança.</p> <p>Fileira de transformação do queijo: Apoio às associações de mulheres para a transformação do leite em queijo, através da aquisição de equipamentos de refrigeração, formação para a melhoria de qualidade dos produtos e gestão.</p> <p>Sector da Pesca; Apoio à Associação de Pescadores do Maio para a reabilitação de um edifício de 80m<sup>2</sup> e formação em vigilância costeira juntamente com o Ministério da Economia Marítima;</p> <p>Formação Profissional para os jovens no sector: (a) Assistência técnica ao centro de Formação do MAIO (Identificação das necessidades e competências, atualização dos programas de formação do sector portuário (Transformação agro-alimentar e haliêutica, mecânica e reparação naval). A assistência irá também se debruçar na reabilitação dos edifícios de 100 m<sup>2</sup> e aquisição de equipamentos de formação; (b) formação profissional de 150 jovens no domínio linguístico e do sector.</p> <p>B.2 Outros trabalhos de melhoria:</p> <p>(i) Reconstrução da Escola primária no Sal nas proximidades do Porto da Palmeira:</p>
	<p>(ii) Fiscalização dos Trabalhos; e</p> <p>(iii) Levantamento topográfico e de ordenamento urbano com vista a preparação dos projetos de transportes e desenvolvimento urbano</p>
C - Gestão de Projetos	(i) Seguimento e avaliação dos impactos socioeconómicos do projeto (iii) Auditoria contabilística e financeira (iii) Formação do OE; (iv) fornecimento de equipamento e funcionamento da entidade de execução.

**ANEXO II  
AFETAÇÃO DO EMPRÉSTIMO**

O quadro apresentado a seguir indica as diferentes categorias de Despesas elegíveis que devem ser financiadas pelos recursos do empréstimo e o montante atribuído a cada categoria:

Categoria	Custos em Euros (Milhões)		
	Moeda Local	Moeda	Total
Bens	0,03	0,12	0,15
Serviços de Consultoria	0,43	1,77	2,19
Trabalhos	2,00	11,70	13,70
Diversos	0,11	-	0,11
Contingências	0,24	1,31	1,56
Imprevistos Financeiros	0,02	0,14	0,16
<b>Custo Total</b>	<b>2,83</b>	<b>15,04</b>	<b>17,87</b>

**ANEXO III  
PLANO DE CONTRATAÇÃO PÚBLICA**

referência do Contrato	Distrito Base										Aditavo		Exceção de Contrato			
	Nº de Lot	Montante previsto em moeda (Euros)	Proprietário	Tipologia	Prequalificação (M)	Privatizada nacional/Regional (S/N)	Exemplos de serviços	Data prevista para a abertura da proposta	Parâmetros de avaliação	Data de abertura da proposta	Data de abertura da proposta	Data de abertura da proposta	Data de abertura da proposta	Data de abertura da proposta	Data de abertura da proposta	Data de abertura da proposta
Trabalhos de extensão e modernização do Porto Inglês na ilha do Maio	1	12 730 000,00	PIU	AOI	N	N	Previdido	08/11/2018	08/11/2018	14/12/2018	24/12/2018	05/02/2019	12/01/2019	27/01/2019	13/02/2019	02/11/2020
							Revisão									
							Atual									
Trabalhos de extensão e modernização do Porto da primeira ilha do Sal	1	6 900 000,00	PIU	AOI	N	N	Previdido	08/11/2018	08/11/2018	12/01/2019	27/01/2019	03/02/2019	10/02/2019	24/02/2019	27/02/2019	21/03/2020
							Revisão									
							Atual									
<b>Custo Total dos trabalhos</b>		<b>19 630 000,00</b>														

Serviços de Consultores

N.º de referência do Concurso:	Tipo de Aquisição	Número do	Montante estimado em MUC	Pré ou pós qualificação	Preferência nacional/regional	Revisão prévia ou sucessiva da publicação	Data de data de início	Execução de	
								data de início	de
B01 Material para a exploração só sal	CF	1	0,04	Pós	(S/N)	previ	04 de Mar	15 Abril	
B02 Material para o fabrico do queijo	CF	1	0,04	Pós	N	previ	19 de Mar	30 Abril	
B03 Material para o CPF	CF	1	0,04	Pós	N	previ	3 Abril	15 mai 18	
Equipamento informático da OE	CF	1	0,01	Pós	N	previ	4 fev. 19	11 de Mar	
<b>Custo Total</b>			<b>0,13</b>						

Dados de Base

N.º de referência do Concurso:	Descrição	Montante estimado em MUC	Pré ou pós qualificação	Preferência nacional/regional	Revisão prévia ou sucessiva da publicação	Data de data de início	Execução de
4204	Monte para a exploração só sal	0,04	Pós	(S/N)	previ	04 de Mar	15 Abril
4205	Monte para o fabrico do queijo	0,04	Pós	N	previ	19 de Mar	30 Abril
4206	Monte para o CPF	0,04	Pós	N	previ	3 Abril	15 mai 18
4207	Equipamento informático da OE	0,01	Pós	N	previ	4 fev. 19	11 de Mar
<b>Total</b>	<b>Custo Total</b>	<b>0,13</b>					



ANEXO IV  
DEFINIÇÕES

1. «**ACORDO**» designa o presente Acordo de Financiamento, incluindo os resultados e anexos, acrescentando as emendas e as modificações que podem ser feitas no presente documento e nos documentos aqui mencionados.

2. «**Impedimento**» designa por acordo de execução mútua das decisões de exclusão de 9 de abril de 2010, celebrado entre o Banco Africano de Desenvolvimento, Banco Asiático de Desenvolvimento, Banco Europeu para a reconstrução e Desenvolvimento, Grupo do Banco Interamericano para o Desenvolvimento e o Grupo Banco Mundial, conforme as modificações.

3. «**Banco**» designa o Banco Africano de Desenvolvimento.

4. «**Quadro de Contratação Pública**» refere-se (i) à Política de contratação pública para as operações do Grupo do Banco de Agosto de 2015 que entrou em vigor a 1 de janeiro de 2016; (ii) Metodologia para a implementação da política de contratação pública do Banco Africano de Desenvolvimento; (iii) O Manual de aquisições das operações do BAD; e (iv) Os instrumentos do Banco Africano de Desenvolvimento para as aquisições, conforme as modificações.

5. «**Comissão de Abertura**», conforme definida na Secção 2.02 (Comissão de Abertura).

6. «**Conversão**» conforme descrito na Secção 03:01 (Conversão geral) do presente Acordo.

7. «**Conversão Cambial**» trata-se da mudança para uma Moeda Aprovada da moeda do financiamento sobre a totalidade ou uma fração do capital do financiamento, que será desembolsado ou não de acordo com as diretivas de conversão.

8. «**Conversão da Taxa de Juros**» trata-se da modificação da base da taxa de juros aplicável à totalidade ou parte do montante do saldo do empréstimo desembolsado, traduzindo-se na passagem de uma taxa de juros variável para uma fixa ou vice-versa, de acordo com o disposto no Artigo III (Conversão de alguns TERMOS DO FINANCIAMENTO; do presente acordo.

9. «**Custos de Cancelamento de Conversão**» trata-se dos custos suportados pelo Banco devido à anulação ou ajuste de contractos de conversão realizados pelo Banco a pedido do Mutuário caso haja: (i) reembolso Antecipado da totalidade ou de uma parte do Empréstimo antes da data de maturidade; (ii) incumprimento no pagamento; ou (iii) a ocorrência de um outro acontecimento que possa conduzir ao cancelamento ou ajuste na operação ou das operações de cobertura.

10. «**Data de fixação**» trata-se de no máximo de dois (2) dias úteis antes da data do valor das taxas fixas, para os créditos com taxa fixa.

11. «**Data de pagamento**» significa,

(i) 15 de abril e 15 de outubro de cada ano para USD, EUR, e JPY; e

(ii) 15 de março, 15 de junho, 15 de setembro de cada ano para ZAR.

12. «**Data de revalorização**» significa 1 de fevereiro e 1 de agosto para EURIBOR e LIBOR 1 de fevereiro, 1 de maio, 1 de agosto e 1 de novembro para o JIBAR.

13. «**Data de Assinatura**» trata-se da data indicada no preâmbulo do presente Acordo que corresponde à data de assinatura do Acordo pelas partes.

14. «**Despesas elegíveis**» designa as despesas determinadas como elegíveis para o financiamento do Grupo do Banco conforme o disposto na Política sobre as despesas elegíveis do Grupo, de março de 2008 conforme as modificações.

15. «**Período de Carência**» trata-se dos oito (8) anos a partir da Data de Assinatura, onde o capital não será cobrado, exceto em caso de exigibilidade antecipada ou reembolso Antecipado dos montantes em dívida ao abrigo do empréstimo de acordo com o disposto no presente Acordo.

16. «**Diretivas de Conversão**» trata-se das diretivas de conversão de alguns termos para Créditos do Banco Africano de Desenvolvimento, tal como publicado ou modificado, em vigor na data de Conversão.

17. «**Dólares Americanos**» ou «USD» designa a moeda oficial dos Estados Unidos da América.

18. «**Estado-membro**» trata-se do estado-membro do Banco ao abrigo do artigo 3º do Acordo sobre a criação do Banco.

19. «**Estado-membro europeu participante**» trata-se de um estado-membro da União Europeia que tem o Euro como moeda oficial de acordo com a legislação da UE relativa à União Económica e Monetária.

20. «**Estudo de Impacto Ambiental e Social**» ou «EIAS» trata-se do estudo que permite identificar e analisar os prováveis impactos ambientais e sociais do projeto, determinar a sua finalidade e importância e de definir as medidas de gestão e mitigação concebidas para evitar e minimizar, dentro do possível, ou então para compensar os efeitos e riscos nefastos.

21. «**EURIBOR**» (Euro Inter-Bank Offered Rate) é o período de juros baseado na taxa para os depósitos a 6 meses em Euros para o mercado interbancário da zona Euro, divulgado pelo Instituto Europeu de Mercados Monetários (ou qualquer outra entidade responsável para a administração das referidas taxas), é publicada na página EURIBOR01 da Reuters (ou qualquer outra página de substituição para a publicação das taxas, às onze (11) horas em ponto, dois (2) dias úteis antes da data de revalorização aplicável. Caso esta página ou serviço deixar de estar disponível, o Banco, após consultar o Mutuário, determinará uma outra página ou serviço para a publicação da taxa pertinente.

22. «**Euro**» ou «EUR» é a moeda única dos Estados-membros europeus participantes.

23. «**JIBAR**» é, em relação ao presente Acordo, a taxa determinada a cada dia de cotação para a utilização da taxa interbancária anual fixada em Joanesburgo, incluindo a taxa a três (3) meses para os depósitos em Rand Sul-africano, tal como estabelecido pela *South African Futures Exchanges* (ou a sua sucessora) e que

é apresentada no SAFEX da Reuters Screen, expressa em taxa de rendimento. Caso esta página ou serviço deixar de estar disponível, o Banco, determinará uma outra página ou serviço para a publicação da taxa apropriada posteriormente em concertação com o Mutuário.

24. «**Dia útil**» trata-se de um dia qualquer (exceto sábados e domingo) em que os bancos comerciais e mercados financeiros se encontram em funcionamento para as transações necessárias para a aplicação do presente Acordo em qualquer parte, nomeadamente:

- (i) Londres para as revalorizações da LIBOR;
- (ii) TARGET2 para as revalorizações da EURIBOR e pagamentos em EUR;
- (iii) Joanesburgo para as revalorizações da JIBAR e pagamentos em ZAR;
- (iv) Nova Iorque para os pagamentos em USD;
- (v) Tóquio para os pagamentos em JPY;
- (vi) Relativamente a quaisquer datas de pagamento ou de compras de moedas que não sejam o EUR, JPY, USD ou ZAR, a principal praça financeira do país e da moeda; e
- (vii) Abidjan e Praia para qualquer outra transação em virtude do presente Acordo.

25. «**Dia útil TARGET**» significa qualquer dia onde o sistema TARGET2 estiver aberto a executar pagamentos em EUR.

26. «**LIBOR**» (London Interbank Offered Rate) trata-se de cada o período de juros baseado na taxa para os depósitos a 6 meses em USD para o mercado interbancário de Londres, divulgado pela *Intercontinental Exchange Group Benchmark Administration Limited* (IBA), ou qualquer outra entidade que a substitui na publicação na página LIBOR01 da Reuters às onze (11) horas de Londres, dois (2) dias úteis antes da data de revalorização aplicável. Caso esta página ou serviço deixar de estar disponível, o Banco, após consultar o Mutuário, determinará uma outra página ou serviço para a publicação da taxa pertinente.

27. «**Manual de desembolsos**» trata-se do Manual para os desembolsos do Banco Africano de Desenvolvimento publicado no dia 22 de julho de 2012, que enuncia as políticas, diretivas, práticas e procedimentos para o desembolso da instituição de acordo com as modificações.

28. «**Margem sobre o custo do Financiamento**» trata-se da média justada sobre seis (seis) meses da diferença entre: (i) taxa de refinanciamento do Banco relativamente aos créditos com base numa Taxa Variável relativa e afetada a todos os créditos de taxa variável atribuídos na moeda do empréstimo, e (ii) a Taxa Variável aplicável a cada semestre se a data limite for no dia 30 de junho e 31 de dezembro; será acrescida à Taxa Variável pertinente que é revalorizada a 1 de fevereiro e 1 de agosto. A margem sobre o custo de empréstimo é fixada duas vezes ao ano, a 1 de janeiro para o semestre concluído no dia 31 de dezembro, e 1 de julho para o semestre concluído a 30 de junho. Relativamente aos montantes do empréstimo nos

quais uma Conversão monetária é aplicada, a Margem sobre o custo do empréstimo corresponde à nova moeda do crédito, conforme notificação enviada ao mutuário pelo Banco.

29. «**Margem sobre o Financiamento**» trata-se de zero virgula oitenta por cento (0,80%) por ano.

30. «**Moeda Aprovada**» quaisquer moedas aprovadas pelo Banco como moeda de Empréstimo e que após uma conversão, é considerada como Moeda do Empréstimo.

31. «**Moeda do Financiamento**» - é a moeda decidida pelo Acordo na data de Assinatura conforme disposto na Secção 2.01 (Financiamento) do presente Acordo. No entanto, se um crédito ou uma fração deste for objeto de uma Conversão de Moeda, a Moeda do Financiamento trata-se da moeda em que o crédito na sua totalidade ou em parte é celebrado, e nos casos onde o financiamento é atribuído em mais de uma moeda, a “moeda do financiamento” será cada uma das moedas referidas de forma distinta.

32. «**Período de Juros**» trata-se de (i) um período de seis (6) meses para o USD, EUR e JPY ou (ii) para um período de três (3) meses para o ZAR, com base na taxa de referência pertinente a contar da Data de Pagamento, com exceção no primeiro período de juros que começa a correr na data do primeiro desembolso do crédito até a primeira data do pagamento logo a seguir ao desembolso. Cada período de juros começa a correr a partir da data de expiração do período de juros anterior, mesmo se o primeiro dia do referido período não for um dia útil. Não obstante o ponto anterior, qualquer período inferior a seis (6) meses para USD, EUR e JPY ou de três (3) meses para o ZAR, entre a data de desembolso até a data do pagamento imediatamente após tal desembolso será considerado como um período de juros.

a.

33. «**Limite de Taxa de Juros**» é a fixação de um teto máximo para a Taxa Variável aplicável à totalidade ou uma parte do saldo do empréstimo desembolsado de acordo com o disposto no Artigo III (Conversão de alguns termos do Financiamento) do presente Acordo.

a.

34. «**Plano de Gestão Ambiental e Social**» ou «PGAS» trata-se de um instrumento concebido após um EIAS do Projeto que define o plano de ação para medias de gestão ambiental e social a serem implementadas pelo Mutuário, podendo ser modificado, completado ou atualizado pontualmente com o aval do Banco.

a.

35. «**Plano de Aquisição Pública**» refere-se ao plano de aquisições públicas do projeto apresentado no Anexo III do presente Acordo e elaborado de Acordo com a Política e Aquisições públicas indicando: (i) as atividades específicas necessárias para a execução do projeto; (ii) metodologias propostas para as aquisições; e (iii) os procedimentos de revisão aplicáveis; tal como modificados periodicamente de acordo com as exigências do presente Acordo e da política de aquisições públicas.

36. «**Plano de Reinstalação**» ou «**PR**» é um documento de planificação completo elaborado pelo Mutuário de acordo com as políticas de salvaguardas do Banco que especifica os procedimentos a serem seguidos ao longo de um processo de deslocação involuntária e medidas tomadas para compensar as pessoas e comunidades afetadas pelo Projeto, conforme as modificações que podem ser feitas, adições ou atualizações pontuais de acordo com o Banco.

37. «**Políticas anticorrupção**» é o Quadro Uniforme para prevenção e luta contra a fraude corrupção de setembro de 2006, Política de denúncia de abusos e tratamento de reclamações de janeiro de 2007, O Quadro de Aquisições Públicas, Acordo de sanções e os procedimentos de sanções do Grupo do Banco Africano de Desenvolvimento de 18 de novembro de 2014, conforme as modificações.

38. «**Políticas de salvaguardas do Banco**» são as políticas, procedimentos e linhas orientadoras do Banco e relacionadas com as questões ambientais e sociais, incluindo o sistema de salvaguardas integradas do Grupo do Banco (Declaração de política e salvaguardas operacionais e materiais de orientação), a Política de deslocação involuntária das populações, Procedimentos de avaliação ambiental e social, Política do Grupo do Banco em matéria de Difusão e Acesso a Informação, Política do Grupo do Banco Mundial em matéria de redução da pobreza e da Política de Género, conforme as emendas e revisões.

39. «**Financiamento**» é, conforme caso, todo e qualquer montante máximo dos recursos atribuído pelo Banco e disposto na Secção 02:01 (Financiamento) do presente Acordo.

40. «**Prémio de maturidade**» refere-se a vinte (20) pontos de base por ano.

41. «**Rand Sul-africano**» ou «**ZAR**» designa a moeda oficial da República da África do Sul.

42. «**Relatório Final**» é o relatório completo sobre, a execução e gestão inicial do projeto, incluindo os custos e benefícios associados a execução das obrigações das partes ao abrigo do presente Acordo, a realização dos objetivos do projeto e do plano para garantir a sustentabilidade das mesmas, a ser elaborado e enviado pelo Mutuário ao Banco em virtude do presente Acordo.

43. «**Relatório do Projeto**» é o relatório elaborado pelo Mutuário em virtude do presente Acordo com as informações relacionadas com o Projeto que inclui as fontes e utilização dos fundos, inclusive a afetação, com os respetivos orçamentos, o estado de execução, e resultados esperados, bem como os progressos relacionados com as exigências ao nível das salvaguardas ambientais e sociais, incluindo a implementação do PGAS, e do PR em caso de incumprimento, bem como outros anexos justificativos, e os respetivos problemas que necessitem de uma atenção especial.

44. «**Revisão prévia**» trata-se de uma revisão realizada pelo banco aos seguintes documentos antes das aquisições de acordo com o disposto nas metodologias e procedimentos de aquisição do Banco conforme amplamente descritos no Quadro de Aquisições públicas: (i) aviso de concurso público geral, (ii) aviso de concurso público específico, (iii)

documentos do concurso público e envio das propostas dos consultores; (iv) relatórios de avaliação das propostas ou dos relatórios sobre a avaliação das propostas dos consultores, incluindo as pré-seleções e recomendações para a adjudicação dos contractos; (v) as propostas de contrato, caso estes serem modificados e as diferentes propostas incluindo os documentos relacionados com a proposta, e (vi) as alterações aos contractos assinados, e de um modo geral, qualquer outro documento solicitado pelo Banco.

45. «**Saldo do empréstimo desembolsado**» é o montante do capital desembolsado ao Mutuário e ainda não reembolsado.

46. «**Saldo do Empréstimo imobilizado**» é o montante remanescente do crédito imobilizado e não anulado.

47. «**TARGET**» é a principal plataforma europeia de tratamento dos pagamentos de montantes elevados para a liquidação de pagamentos em euros em tempo real lançada a 19/11/2007.

48. «**Taxa Fixa**» é a taxa de swap amortizável determinada de acordo com as condições do mercado financeiro e calculada na data de fixação com base no calendário de amortizações do montante ou dos desembolsos do crédito.

49. «**Taxa Variável**» é a taxa de referência aplicável para qualquer período de juros.

50. «**Taxa de Referência**» é a taxa relacionada com uma Conversão (ao longo de um período de juros):

(i) Para a LIBOR, para o USD e o JPY;

(ii) EURIBOR para EUR;

(iii) JIBAR para o ZAR;

(iv) Se o Banco determinar que a LIBOR (para o USD e JPY) ou EURIBOR (para o EURO) ou JIBAR (para ZAR) deixar definitivamente de estar cotada para a moeda em questão, ou deixou de ser a taxa de referência usada para o mercado, qualquer outra taxa de referência comparável para a moeda em causa será determinada pelo Banco de acordo com o disposto na Secção 3.02 (c) (Juros) das Condições Gerais;

(v) Relativamente às outras moedas para além do USD, JPY e ZAR, será usada a taxa de referência que o Banco notificar ao Mutuário; e

(vi) Em relação aos montantes do empréstimo aos quais é aplicada uma Conversão monetária, a será aplicada a taxa de referência à nova moeda do empréstimo conforme a notificação do Banco ao Mutuário

51. «**Colar de Taxa de Juros**» é a fixação de um limite máximo e mínimo para a Taxa variável aplicável à totalidade ou uma parte do saldo do empréstimo desembolsado de acordo com o disposto no Artigo III (Conversão de alguns termos do Empréstimo) do presente Acordo.

52. «**Yen Japonês**» ou «**JPY**» Moeda oficial do Japão.

Aprovado no Conselho de Ministros do dia 7 de março de 2019. — José Ulisses de Pina Correia e Silva — Olavo Avelino Garcia Correia — Luís Felipe Lopes Tavares





*I SÉRIE*  
**BOLETIM  
OFICIAL**

Registo legal, n.º 2/2001, de 21 de Dezembro de 2001

Endereço Electronico: [www.incv.cv](http://www.incv.cv)



*Av. da Macaronésia, cidade da Praia - Achada Grande Frente, República Cabo Verde*  
*C.P. 113 • Tel. (238) 612145, 4150 • Fax 61 42 09*  
*Email: [kioske.incv@incv.cv](mailto:kioske.incv@incv.cv) / [incv@incv.cv](mailto:incv@incv.cv)*

**I.N.C.V., S.A. informa que a transmissão de actos sujeitos a publicação na I e II Série do *Boletim Oficial* devem obedecer as normas constantes no artigo 28º e 29º do Decreto-Lei n.º 8/2011, de 31 de Janeiro.**